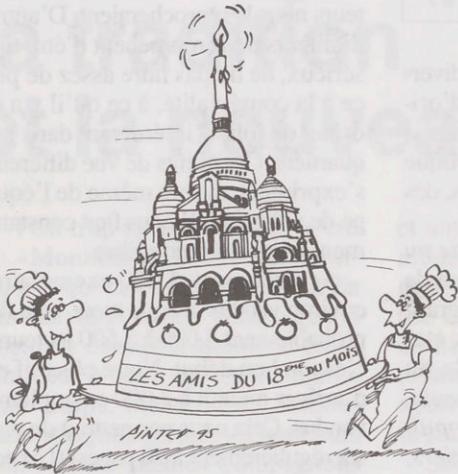


# Le 18e du mois à un an

Page 2



**Logements :**  
la mairie du 18e joue  
la transparence

Page 6

**Les problèmes**  
se bousculent  
au square Léon

Page 5



MENSUEL INDÉPENDANT D'INFORMATIONS LOCALES - N° 12  
NOVEMBRE 1995 - 12 FRANCS - 7 rue du Ruisseau, 75018 Paris. Tél. 42 59 34 10

## Au marché de l'Olive



Isabelle Goux

**«Mon 18e» : 35 ans à la Goutte d'Or,**  
par Jean Forest, photographe

Page 11

**Des chefs cuisiniers à**  
l'école rue Damrémont

Page 8

**Les rues du quartier**  
des Abbesses

Page 9

**L'Art brut**  
à la Halle  
Saint Pierre

Page 16

**Histoire :**  
La révolte  
des chiffonniers  
de la rue Marcadet  
contre M. Poubelle

Page 13



# Le 18e du mois : un an et toutes ses dents

Il y a un an, le premier numéro du *18e du mois* apparaissait chez les marchands de journaux. Un pari risqué. Nous démarrions avec très peu d'argent : les versements de l'équipe des fondateurs (300 F chacun) et ceux d'amis ayant accepté de s'abonner avant la parution et, pour certains, d'adhérer à l'association créée pour éditer le journal.

Un an après, le *18e du mois* se porte bien. Il est assuré de continuer. Sa diffusion suit une courbe ascendante, ses finances sont saines - compte tenu du fait que tout le travail de rédaction et de gestion est assuré bénévolement.

Une bonne partie des fondateurs est toujours là ; quelques autres sont partis, remplacés dans l'équipe rédactionnelle par des nouveaux venus. Les caractéristiques de l'équipe n'ont pas changé : un groupe d'habitants du 18e, réunis sur une base amicale, passionnés par la vie locale, par l'information, et aimant leurs quartiers. Un peu plus de la moitié d'entre nous sont des journalistes (mais collaboreront au *18e du mois* en dehors de leur travail professionnel).

Nous voulons rendre compte de la vie de notre arrondissement sous tous ses aspects, des plus graves aux plus légers. Il n'y a derrière nous ni groupe commercial,

ni organisation politique ou confessionnelle. A aucun des membres de l'équipe, nous n'avons demandé ses appartenances ou ses sympathies politiques, syndicales ou religieuses. Une réelle diversité existe parmi nous. Mais, bien entendu, nous avons en commun certaines façons de réagir certaines «valeurs».

Ces valeurs, nous les exposons dans un *manifeste* paru dans notre n° 1, et que nous pourrions reprendre intégralement.

«Le 18e, disions-nous, n'a pas un

## Les comptes

### Le point sur la diffusion

- Vente payante moyenne sur les 10 premiers numéros : 1.370 exemplaires (abonnements compris).
- Ventes payantes des trois derniers numéros comptabilisés : n° 8 : 1.371, n° 9 : 1.590, n° 10 : 1.510 (dont 264 abonnements).

### Recettes

- Ventes au numéro : 97.427 F.
- Abonnements : 34.320 F.
- Publicité : 10.834 F.
- Cotisations : 11.750 F.
- Total..... 154.331 F.

### Dépenses

- Frais d'impression du journal : 100.841 F.
- Dépenses diverses (frais postaux, papeterie et fournitures, photocopies, TVA, etc.) : 14.829 F.
- Total..... 115.670 F.

NB : Il s'agit là du recensement, par grandes masses, des recettes et dépenses enregistrées durant la première année, et non d'un bilan comptable complet : celui-ci, qui nécessite d'entrer dans les détails (taux de TVA différents applicables aux recettes et aux dépenses selon leurs natures, etc...), est présenté chaque année à l'assemblée générale de l'association éditrice.

Pour comprendre les chiffres ci-dessus, il faut tenir compte du fait que les marchands de journaux ont bien entendu une marge, et que par ailleurs les recettes d'abonnements couvrent en partie les numéros futurs à servir aux abonnés durant l'année à venir.

*Le 18e du mois* est édité par l'Association des Amis du 18e du mois, 7 rue du Ruisseau, 75018 Paris, tél. 42 59 34 10.

L'équipe de rédaction (entièrement bénévole) :

Bernard Ailloud, Bernard Boudet, Noël Bouttier, Christine Bréthé, Abdelhak Briki, Claire Cartier-Cottin, Bertrand Combaldieu, Hélène Couteaux, François Florès, Jacqueline Gamblin, Sylvain Garel, Isabelle Goux, B. Jamil, Chantal Juan, Fred Kalfon, Marie-Pierre Larrivé, Christelle Le Miller, Noël Monier, Thierry Nectoux, Claude Nègre, Jean-Claude Noyé, Patrick Pinter, Olivier Raynal, Sabadel, Jean-Yves Sparfel, Claude Thomas, Françoise Touttain.



visage, il en a plusieurs.» Cette diversité (de quartiers, de cultures, d'origines, de milieux sociaux, d'âges) peut être très positive, elle implique notamment un refus des racismes, des exclusions, des ghettos.

Nous parlions de «*démocratie au quotidien*», il en découle le souci de l'information des citoyens, une grande attention à la vie associative, etc.

Et, affirmons-nous, «*le 18e du mois poussera des coups de gueule, s'indignera, enquêtera à l'appui, contre les louches projets financiers, les promoteurs aux dents longues, les bavures policières*», etc...

La tâche que nous nous sommes ainsi donnée n'est pas simple.

Il nous faut d'abord trouver les informations - et sur ce point nous lançons un appel à nos lecteurs : n'hésitez pas à nous signaler tel événement, tel projet venu à votre connaissance. Quelquefois nous vous répondrons : «*Nous sommes déjà au courant*.» Mais parfois ça nous sera

extrêmement utile. Cependant informez-nous à temps : nous «bouclons» entre le 15 et le 20 du mois.

Certains lecteurs nous disent : «*Vous ne parlez pas assez des problèmes difficiles que nous vivons, la drogue, la saleté des rues, etc...*» Ce sont de vrais problèmes, nous le savons et nous en parlons. Mais devons-nous ne parler que de cela, au risque de faire croire que nos quartiers ne sont habités que par le malheur et la sinistrose ? Les mêmes lecteurs nous le reprocheraient. D'autres d'ailleurs nous reprochent d'être trop sérieux, de ne pas faire assez de place à la convivialité, à ce qu'il y a de drôle, de joli, d'intéressant dans nos quartiers. Ces points de vue différents s'expriment au sein même de l'équipe de rédaction. Il nous faut constamment trouver un équilibre.

Actuellement, 1.500 exemplaires environ vendus chaque mois, cela fait probablement 3.000 à 3.500 lecteurs ; c'est un bon début. Notre objectif est d'arriver bientôt à 2.000 exemplaires vendus. Cela nous permettrait de passer régulièrement à 20 pages. (Un peu plus de publicité aiderait à notre développement.)

Pour conclure : l'Association des Amis du 18e du mois, éditrice du journal, n'est pas un club fermé. Elle est largement ouverte à ceux qui souhaitent aider notre journal et participer à son avenir. Adhérez-y.

Pour l'équipe de rédaction :  
Jean-Yves Rognant, Noël Monier,  
Christelle Le Miller

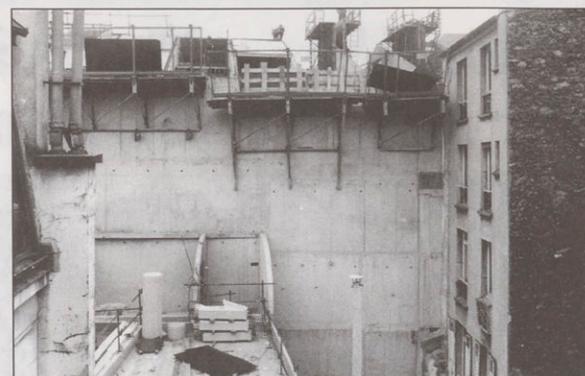
## COURRIER -COURRIER

### Fleury-Mérogis aux Abbesses

Dans votre numéro d'octobre, vous évoquez, à propos du nouvel immeuble Abbesses au-dessus du parking souterrain, le projet «néo-classique» de l'architecte Vandenhove qui «respecte le point de vue sur Paris depuis la rue Ravignan». Sans doute. Mais pour les habitants des rues environnantes (Houdon, Véron, André Antoine, Germain Pilon), le projet (cf photo ci-jointe) s'apparente à Fleury-Mérogis : les riverains ont vraiment l'impression d'être dans un puits face à un mur de béton.

Quand est-ce qu'on obligera enfin les architectes à vivre là où ils construisent des édifices ?

Erwan Jourand



### La muse de Tristan

Mme Annette André-Pillois nous signale une erreur dans l'article sur Tristan Corbière (notre n°11) : «Il n'y a jamais eu de comtesse de Battine, le comte de Battine n'ayant été que l'un des amants d'Armida-Josephina Cuchiani, comédienne italienne.»

Exact : la femme pour laquelle Tristan Corbière est venu à Paris, et qu'il avait connue lors des séjours qu'elle effectuait à Morlaix avec le comte de Battine, n'était pas l'épouse de celui-ci, mais son amie.

## Vendanges : la tradition et la nouveauté

Bernard Allouard



Il est trop tôt pour dire si le cru «Montmartre 1995» sera meilleur que celui de l'an dernier. En tout cas, la Fête des Vendanges le 7 octobre dernier ressemblait étonnamment à celle de 1994 : même beau temps, même foule enthousiaste et rigolarde, mêmes tambours des Poulbots, mêmes Compagnons de Montmartre, République de Montmartre, fanfares de Montmartre

et autres lieux, mêmes majorettes, mêmes délégations de divers vignobles plus ou moins prestigieux (de Clamart au Bordelais), mêmes demoiselles du Moulin-Rouge, mêmes vieilles voitures et mêmes accordéons - qui ont joué tard dans la soirée...

Seule différence notable : les têtes à la tribune officielle. Pas de Chinaud, de Juppé ni de Pierre-Bloch

(encore moins, bien sûr, de Jean-Louis Debré, celui-ci étant de toute façon retenu par des préoccupations plus graves, au lendemain de l'attentat de Maison-Blanche) ; mais des Vaillant, Delanoë, Wlos et toute leur équipe au grand complet.

Soyons rassurés : le garde-champêtre de Montmartre n'a pas changé, c'est toujours le célèbre Anatole, acclamé comme de coutume.

**Les vendanges en réalité avaient eu lieu une semaine auparavant, mais quelques grappes avaient été gardées sur les ceps pour la fête. (Au centre, Daniel Vaillant. Derrière lui, Claire Bretécher et Jacques Fabbri, marraine et parrain du cru Montmartre 95. A gauche, Jean Wlos et Bertrand Delanoë.)**

## Forum des associations : la municipalité à la recherche d'un nouveau mandat

Promesse électorale tenue : samedi 30 septembre, la nouvelle municipalité du 18e a organisé un premier «forum associatif» afin de définir les modalités de travail entre associations et mairie, mais aussi de dresser un état des lieux des besoins et des priorités pour l'arrondissement.

Plus de 450 personnes représentant 230 associations du 18e (1) se sont donc pressées dans le hall de la mairie pour le premier de ces «forums» que Daniel Vaillant avait promis au cours de sa campagne.

Ravis, pour beaucoup, d'être enfin consultés, les associatifs ont planché, le matin, pour imaginer une méthode de travail entre eux et le conseil d'arrondissement, et l'après-midi, par quartiers (La Chapelle, Goutte d'Or, Clignancourt, Grandes Carrières nord, Grandes Carrières sud, Montmartre), pour dresser une sorte d'état des actions à entreprendre dans l'arrondissement et, selon le discours d'ouverture de Daniel Vaillant, «recenser les besoins prioritaires et proposer des solutions qui seront rassemblées dans un mémorandum».

Ce mémorandum sera ensuite présenté au conseil d'arrondissement, puis au Conseil de Paris à l'Hôtel de Ville, car c'est celui-ci qui donnera, ou ne donnera pas, les budgets nécessaires en 1996. (Le budget propre de la mairie d'arrondissement se monte à moins de 2 millions de francs, soit à peine 10 francs par habitant, le reste dépend de l'Hôtel de Ville.)

### Le budget de Paris voté en mars

Beaucoup des problèmes soulevés au cours du «forum» (voir encadré) avaient déjà été évoqués au cours de la campagne électorale. Le

fait qu'ils aient ainsi été discutés avec les associations leur donne davantage de force, et il semble que ce mémorandum sera considéré par la nouvelle municipalité du 18e comme la plateforme de son mandat.

Le vote définitif des orientations budgétaires de Paris en 1996 n'aura lieu qu'en mars (2). On ne peut pas raisonnablement imaginer que la majorité du Conseil de Paris, menée par Jean Tibéri, refuse en bloc toutes les demandes qu'aura présentées Daniel Vaillant. Inversement, les demandes ne pourront pas non plus être toutes satisfaites.

Les associations, impliquées dans ce cahier de doléances, ne resteront donc ni complètement sur leur faim,

ni tout à fait rassasiées. Un coup d'épée dans l'eau ? Le nouveau conseil d'arrondissement y gagnera en tout cas d'asseoir mieux la confiance dont il peut espérer bénéficier.

Pour les associatifs, étonnés de se retrouver si nombreux, ce forum fut également une occasion de se connaître et éventuellement élaborer des projets à plusieurs. A voir nombre de gens échanger leurs coordonnées, pas de doute, des synergies ne devraient pas tarder à voir le jour. Contents donc ? En général, oui. «C'est la première fois qu'on s'intéresse à ce que nous avons à dire», entendait-on de toutes parts.

Un tel besoin de s'exprimer a entraîné quelques inconvénients : à quelques exceptions près, ceux qui ont pris la parole le matin ont pré-

(Suite en page 4)

### Les principaux thèmes abordés

Arrivant un peu anarchiquement sans être vraiment dirigées par thèmes, les prises de parole dans les ateliers l'après-midi ont cependant permis de faire ressortir certains thèmes récurrents : manque de places dans les écoles (notamment maternelles ; la nécessité d'un collège supplémentaire dans le quartier de La Chapelle a aussi été évoquée par beaucoup) et dans les crèches, exigence de transpa-

rence dans les attributions des places en crèches, manque de logements, problèmes de sécurité (drogue, vols, sécurité routière devant les écoles et demande de ralentisseurs, arnaques sur la place du Tertre...), d'urbanisme, etc... Les demandes de locaux associatifs et d'informations sont revenues souvent. Nombre de souhaits plus spécifiques à tel ou tel quartier ont également été recensés.

(1) Etaient présentes des associations de toutes natures : de quartier, de locataires, de parents d'élèves, de commerçants, culturelles, sportives, etc...

(2) Des raisons financières, mais aussi politiques, semblent à l'origine de ce report du vote du budget en mars, car depuis que six arrondissements sont passés à gauche, l'équilibre des pouvoirs n'est pas encore trouvé.

(Suite de la page 3)

ché chacun pour sa chapelle. Et l'un des rapporteurs des groupes de travail de l'après-midi (M. Haas, de l'Association de défense de Montmartre, ADDM) s'est vu reprocher, avec quelques sifflets, de tirer la couverture à lui et de déborder sur ce qui avait été réellement dit en atelier. Mais dans l'ensemble, l'ambiance était bon enfant. Aucune contestation ne s'est élevée sur la destination du memorandum.

### Une charte de bonne conduite

Pour Annick Lepetit, adjoint au maire du 18e, chargée de la «démocratie locale», pas question de laisser retomber le soufflé. D'ores et déjà, il est question de créer des «ateliers» de quartier et des «ateliers» sur des thèmes transversaux à tout le 18e. La préparation d'un annuaire des associations est en route. Un journal municipal est envisagé, ain-

si qu'une sorte de «maison des associations» à la mairie, où le public aurait accès aux informations associatives du 18e.

En fin de forum, Daniel Vaillant a annoncé que, pour clarifier les rapports entre associations et municipalité, une sorte de «charte de bonne conduite» réciproque devrait être élaborée et signée, d'un côté par les associations désireuses de s'investir dans la vie locale, de l'autre par la municipalité. Encore flou, son contenu devrait s'articuler autour des modalités de travail entre les deux parties, et «garantir l'autonomie des associations par rapport aux élus». Cette charte devrait permettre de rendre transparentes les relations entre la mairie et les associations ayant reçu une subvention. «Des éclaircissements, a dit le nouveau maire, devront être apportés sur les associations para-municipales financées pour l'essentiel par la Ville, car en aucun cas une association ne doit se substituer aux services municipaux.»

Christelle Antoine

## «On peut goûter, chef ?»

Les écoles des rues Damrémont, de la Guadeloupe et Cavé ont participé à la «semaine du goût». Des grands chefs de cuisine et traiteurs sont venus leur enseigner l'art du bien manger.

Lundi 16 au petit matin, ils étaient 2.000 chefs, patrons de restaurants et traiteurs à prendre, en France, le chemin des écoliers, cartables sur le dos remplis de bonnes choses, pour venir donner des «leçons de goût» aux enfants des écoles, leur expliquer leur métier et... leur offrir des travaux pratiques en dégustation, dans le cadre de la «Semaine nationale du goût», sixième édition, organisée par la Collective du sucre. Le 18e n'a pas été oublié.

Au 65 de la rue Damrémont sont venus, presque en voisins, Edouard Carlier, patron d'un grand restaurant de la rue Lamarck, le Beauvilliers, et ces Messieurs du Moulin-Rouge, Jacky Malartic, chef de cuisine du célèbre établissement depuis trente ans, et son adjoint Gérard Hotz. On a appris à distinguer les quatre saveurs, sucré, salé, acide, amer, mais on a aussi goûté au foie gras du Moulin-Rouge comme aux crèmes vanille-caramel du Beauvilliers.

Rue de la Guadeloupe, les enfants ont accueilli un traiteur mais pas n'importe lequel : Guy Chéret, installé faubourg Saint-Honoré à deux pas de l'Elysée. Rue Cavé enfin, c'est le chef pâtissier du Crillon, Christophe Felder, qui a appris aux petits comment se lécher les doigts.

### Cuisine et cinéma rue Belliard

Rue Belliard, au lycée hôtelier, pas de chefs en goguette car les 340 élèves de l'établissement et leurs professeurs sont tous des chefs, grands ou petits. Mais on a dignement fêté la semaine du goût avec deux soirées festives, les 17 et 18 octobre, alliant gastronomie, littérature et cinéma en l'honneur du centenaire du 7ème art.

Au menu, la reconstitution du repas de nocce de Gervaise, l'héroïne de *L'Assommoir* d'Emile Zola (qui se situe à la Goutte d'Or), et deux spectacles en prime : ce même repas et ses convives mis en ombres chinoises par les élèves de première année de CAP, puis, en digestif, du café-théâtre joué par les élèves



de première année de bac pro. Cela s'intitulait *Bad gag café*, avec des saynètes restauratives tirées de *La ruée vers l'or* (oh ! la danse des petits pains), *Le destin de Babette, Garçon, Le charme discret de la bourgeoisie, Pretty woman, L'aile ou la cuisse, Indiana Jones*.

La saveur n'attend pas le nombre des années.

M.P.L.

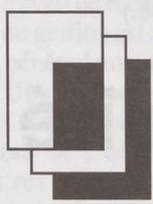
### La porte Montmartre exposée à la mairie

Dans le hall de la mairie, du 13 au 25 novembre, se tiendra, dans le cadre du mois de la photo, une exposition : *Un coin du 18e à l'aube du 21e siècle*, photographies réalisées dans le quartier de la porte Montmartre, de la porte de Clignancourt et du bas de la rue du Poteau, par Boris, Jacky et Hicham.

### Colloques et conférences

□ Une soirée d'information sur le Zaïre est organisée par le comité local du MRAP le jeudi 23 novembre à 20 h, au Centre interculturel, 28 rue de Laghouat, 18e. Projection d'un reportage américain, «La fortune du maréchal Mobutu», et intervention de deux Zaïrois : un journaliste, qui parlera de la situation dans le pays, et le président de l'Association des travailleurs zaïrois en France qui évoquera les liens de la France avec le Zaïre.

□ Arbre à palabres : c'est le nom donné par l'Unité de réflexion et d'action des communautés africaines (URACA) à ces temps de discussion inspirés de l'Afrique «où le groupe aide à résoudre les problèmes». Le 1er décembre, de 19 h à 22 h, journée mondiale du sida oblige, l'URACA propose un arbre à palabres autour de cette question. (Tél. 42 52 50 13.)



### Service d'Information sur la Rénovation Immobilière et Hôtelière

Association loi 1901

99, rue du Mont Cenis, 75018 Paris. Tél. 42 23 57 23.

Cotisation 1995-1996 : 100 francs.

Pour toutes informations personnalisées pour vos travaux d'intérieur

## PAPETERIE LIBRAIRIE PRESSE

17, RUE MARCADET, PARIS 18e  
Tél : 46 06 89 24

Articles de papeterie, fournitures de bureau, journaux, magazines et livres

Travaux photo  
(1 F la photo couleur brillant, développement à 19,50 F)

PHOTOCOPIE A 0,40 F TTC  
Service télécopie (FAX)

OUVERT TOUS LES JOURS  
DE 7 h A 19 h 30  
DIMANCHE DE 8 H 30 A 19 H 30

# Les problèmes se bousculent au square Léon

Le square Léon à la Goutte d'Or, à sa création, répondait incontestablement à un besoin. Mais, surpeuplé, bruyant jour et nuit, et depuis quelques mois lieu de trafics, vandalismes et violences, il pose maintenant de sérieux problèmes. Les habitants du quartier en ont débattu dans une réunion en présence du commissaire de police.

Le square Léon a été créé il y a cinq ans dans le quartier de la Goutte d'Or, entre la rue Polonceau et la rue Léon, sur un espace mesurant 100 mètres sur 50 grosso modo, à l'emplacement de l'ancien «plateau Polonceau». Si l'on en juge par la densité de la foule de gamins, de jeunes, d'adultes qui s'y presse maintenant, le square Léon répondait à un besoin. Mais ce succès révèle aussi les graves défauts de sa conception.

Jeudi 28 septembre, une réunion salle Saint-Bruno, regroupant associations et habitants du quartier en présence du commissaire de police du 18<sup>e</sup>, M. Maucourant (en place depuis quelques mois), a permis d'exposer les problèmes rencontrés.

Divers espaces sont aménagés au sein du square, séparés par des grilles : espaces pour les petits avec tas de sable et équipements de jeux, espace pour les plus grands (avec entre autres un mur d'escalade), deux petits terrains de sport (mini-foot et basket), bancs, tables de pierre avec damiers dessinés où des hommes viennent faire leur partie... Ce serait merveilleux si tout n'était pas à l'étroit, entassé, mélangé.



Noël Monier

Certains jours lorsqu'il fait beau, ce n'est que bruit, bousculades, agitation à vous donner le tournis. Nombre de mères de famille n'osent plus y venir avec leurs enfants. Le square Léon répondait à un besoin, mais dès son ouverture il était déjà trop petit.

## Bruits de ballons, vandalisme, violences

Ce n'est pas tout : le square Léon n'a pas de clôture, il n'est jamais fermé. Volonté, de la part de ses créateurs, d'une structure «ouverte» sur le quartier ? Désir d'éviter qu'après la fermeture, le soir, il se transforme en abri pour les toxicomanes ? Quelles qu'aient été les raisons, cela aboutit à une situation insupportable

pour les voisins : chahuts et bruits de ballons qui durent parfois jusqu'à une ou deux heures du matin.

Plus grave encore : vols, vandalisme, drogue, trafics, violences et rackets se sont multipliés depuis quelques mois dans les abords du square, fréquentés de nuit par des petites bandes, spécialement dans la partie nord (côté rue Léon).

Pour ne citer que quelques cas : tel habitant du quartier, qui a eu l'imprudence de laisser sa voiture en haut de la rue Léon, la retrouve au matin les quatre pneus crevés, portière et capot tordus, phares et rétroviseurs arrachés. Telle autre voiture une nuit est incendiée, sans raison. Des gens se sont vus menacés d'un couteau par des petits voleurs. Les faits de cette gravité sont encore rares ; mais l'évolution est inquiétante. La réunion du 28 septembre a été l'occasion d'un grand déballage.

Plusieurs intervenants ont raconté qu'ils avaient appelé en vain la police, qui n'est pas venue.

Sympathique, aimable au point d'apparaître comme «un rêve de belle-mère», le commissaire n'a pas de réponse. Il explique cette débâcle par un manque d'effectifs policiers (vingt patrouilles de nuit seulement pour tout l'arrondissement), la difficulté d'intervenir à temps sur les lieux de délits, les dangers que courraient des policiers isolés face à des bandes... Les participants à la réunion n'ont guère été convaincus.

«On peut se demander si, globalement, les effectifs de police sont toujours utilisés là où ils seraient

**Un coin du square Léon : nettement surpeuplé certains jours.**

*utiles», disait l'un. «Tant que cette situation dure, disait un autre à la sortie, la Direction*

*de la construction et du logement de la Ville de Paris aura toute latitude pour racheter le quartier à bas prix.»*

La surveillance policière ne peut pas être l'unique réponse, les mesures à prendre relèvent des politiques autant que du commissaire.

Pour faire face au surpeuplement du square, il faut le réaménager. L'association de quartier *Habiter au quotidien* et son président, l'architecte Bogazzi, entre autres, ont présenté des suggestions. Nous pourrions y revenir.

Il faut aussi d'autres espaces. Il existe un autre square dans le quartier, devant l'église Saint Bernard ; sombre, triste, mal aménagé, il est à peu près constamment vide à l'exception parfois de clochards, inoffensifs mais peu encourageants pour les mères de famille. Des crédits ont été votés pour son réaménagement, mais quand les travaux commenceront-ils ? Et n'est-il pas possible, dans les espaces qui seront libérés dans la zone Château-Rouge par la destruction de bâtiments insalubres, de prévoir des espaces supplémentaires pour les enfants et pour les jeunes ? En prenant, cette fois, le temps de réfléchir à leur fonctionnement, à la lumière de l'expérience du square Léon...

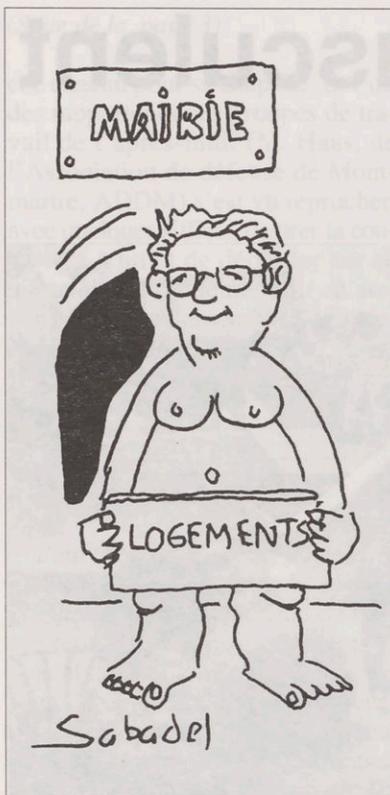
**Patrick Pinter et Noël Monier**

## Aux Islettes : deux étages ou trois

Dans le cadre de la rénovation (en cours) de la Goutte d'Or, la construction d'un nouvel ensemble d'immeubles devrait commencer bientôt entre le 11, rue des Islettes et le 61, rue de la Goutte d'Or : 23 logements PLA (ex-HLM) dont 6 ateliers-logements, et 23 parkings. Mais les habitants des immeubles contigus, dans ces deux rues et sur le boulevard Barbès, se sont émus : le projet prévoit en effet des bâtiments de trois étages, alors que dans la phase préparatoire à la rénovation les responsables de la mairie de Paris s'étaient engagés à se limiter à deux étages. Une pétition a recueilli de nombreuses signatures.

## Fin d'une déchetterie

La déchetterie du boulevard de la Chapelle près du métro aérien est fermée : les immeubles avoisinants ont été abattus et un chantier de construction y a été ouvert dans le cadre de la rénovation de la Goutte d'Or. En revanche celle de la porte de la Chapelle reste ouverte.



## Moskowa : l'heure des contre-propositions

La préfecture de Paris a fait procéder, du 9 au 27 octobre, à une «enquête publique» en vue de l'acquisition par la SEMAVIP (une des sociétés immobilières de la Ville de Paris) de cinq immeubles dans le quartier de la Moskowa (entre la rue Leibnitz et la cité de la Moskowa). Cette enquête «parcellaire» est obligatoire dans le cadre d'une ZAC (zone d'aménagement concerté). Elle a permis aux 25 propriétaires et riverains de déposer leurs remarques.

A cette occasion, l'association La Moskowa a rappelé ses propositions : gel des permis de démolir ; audit social, technique, juridique et financier ; publication du bilan annuel des relogements. Les habitants de la Moskowa espèrent encore stopper l'irréparable (voir notre n° 11) et obtenir un projet qui mêle le neuf et l'ancien autour d'un cœur villageois restauré. Une liste d'une trentaine d'immeubles préservables a été transmise à la SEMAVIP, à la mairie du 18e et à celle de Paris. Certains pourraient accueillir des locaux associatifs, des logements d'urgence et des ateliers d'artistes (notamment 32, rue Leibnitz). Cependant la mairie de Paris semble décidée à poursuivre la démolition : le 19 octobre, deux grues ont commencé d'abattre deux nouveaux immeubles. Une exposition de photos et dessins d'enfants sur la Moskowa, son histoire, ses habitants est en préparation. Elle pourrait être accueillie à la mairie fin novembre.

Jean-Yves Sparfel

# Logements dans le 18e : une commission pour les attributions

La loi prévoit qu'à Paris le maire d'arrondissement procède à l'attribution de la moitié des logements dépendant de la Ville et situés dans son arrondissement. (L'autre moitié est attribuée par la municipalité centrale, à l'Hôtel de Ville). Depuis juillet dernier, une procédure d'application de cette loi a été mise en place entre la mairie

«Nous n'aurons rien à cacher», promet la nouvelle municipalité

de Paris et celles des vingt arrondissements.

Elle ne concerne que les logements «aidés» (dont ne fait pas

partie le parc de logements «privés» appartenant à la Ville de Paris) et vacants. Ces logements «aidés» se divisent en deux catégories selon leur standing et l'importance de l'aide publique qui leur a été attribuée : logements PLA (logements «so-ciaux», les ex-HLM) et PLI (logements «intermédiaires», les ex-ILN, de niveau un peu supérieur en ce qui concerne le confort... et le loyer).

Le maire du 18e, Daniel Vaillant, s'est vu confier, depuis qu'il est en place, 22 logements PLA, 27 loge-

ments PLI et 2 ateliers d'artistes PLA. Ces logements ont été attribués, déclare la municipalité du 18e, selon des critères de ressources, situation familiale, ancienneté de la demande, mais aussi urgence : notamment, ils ont permis de reloger des sinistrés de l'incendie qui a eu lieu cet été rue Poulet.

## Bien peu face aux nombreuses demandes

Cette cinquantaine de logements s'avère bien mince face aux nombreuses demandes. Néanmoins, ce faible contingent pourrait augmenter avec l'achèvement de certains programmes de construction.

Daniel Vaillant et son équipe ont décidé de mettre en œuvre la plus grande transparence pour les attributions à venir. Ils ont pour cela créé une commission qui aura pour tâche de décider l'attribution de chaque logement en fonction de priorités et de critères qu'elle précisera clairement à l'avance (et non selon l'humeur du moment ou les «pistons» éventuels), et de publier régulièrement la liste des logements distribués. Cette commission, entérinée

par le conseil d'arrondissement du 16 octobre, associera plusieurs catégories d'acteurs de la vie locale. Elle interviendra auprès de tous les organismes bailleurs du 18e.

## Un siège proposé à l'opposition

Elle sera composée de trois collègues : quatre conseillers d'arrondissement (un de ces quatre sièges a été proposé à l'opposition, qui a réservé provisoirement sa réponse), quatre représentants d'associations (dont les trois principales associations de locataires, CNL, CGL et ACDL, et une association locale), et enfin trois représentants des institutions so-ciales : Comité d'action sociale (CAS), Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (DASES), Caisse d'allocations familiales (CAF). Cette commission de onze personnes sera présidée par le maire (ou son représentant).

La CNL, la CGL, l'ACDL, la DASES, le CAS ont donné leur accord. La CAF répondra bientôt, et *Paris Goutte d'Or* a été pressentie en tant qu'association locale.

Jean-Yves Sparfel

## Logements d'urgence (suite) : quelques précisions

Notre article paru dans le numéro d'octobre (page 7) sur les logements d'urgence a suscité réactions et démentis.

Le cabinet Bretz nous précise que l'immeuble du 45, rue Marx Dormoy n'est pas «propriété de l'UAP» mais «une copropriété dont nous sommes syndic». Le cabinet ajoute : «Nous ne pensons pas que les ordres de réquisition touchent les copropriétés ; et si tel était le cas, nous ne connaissons pas au 45, rue Marx Dormoy, d'appartement vacant». D'autre part, le cabinet Bretz précise que «l'ensemble constitué de quatre bâtiments a fait l'objet au cours des quatre dernières années d'une rénovation complète des toitures, cages d'escaliers, et que par ailleurs le ravalement tant de la façade rue que des façades sur cour a été fait il y a huit ans».

Indiquons dans quelles conditions nous est parvenue l'information

(inexacte donc) selon laquelle cet immeuble devait être réquisitionné. Le 28 août, le ministre du Logement, M. Périssol, avait annoncé une série de réquisitions, donné quelques adresses et annoncé que la liste complète serait fournie ultérieurement. Le 30 août, un fax du ministère adressé à divers organes de presse donnait effectivement une liste d'adresses. Ce fax a été repris notamment par une dépêche de l'Agence France-Presse datée du même jour. Le 45 rue Marx Dormoy y figurait, signalé comme appartenant à l'UAP. Nous avons cherché à joindre les services de M. Périssol pour avoir des explications sur cette erreur. Malgré plusieurs tentatives, cela n'a pas été possible.

Au 17 octobre, il semble donc que notre arrondissement ne compte aucun immeuble réquisitionné. Voilà qui ne dément pas le titre de notre article : «Logements d'urgence : il est urgent de prendre son temps...»

## Le Secours catholique écrit

D'autre part, la délégation de Paris du Secours catholique nous précise que «l'immeuble de l'impasse Milord n'est pas un centre d'hébergement mais un immeuble avec appartements indépendants, où résident des familles dont nous assurons le suivi depuis mai 1995, jusqu'à ce qu'elles obtiennent un logement dans le parc HLM».

Concernant notre information sur le fait qu'aucune famille de la Goutte d'Or n'avait été relogée suite à la réquisition de l'hiver dernier orchestrée par la mairie de Paris, le Secours catholique indique que «plusieurs dizaines de famille pour l'ensemble de Paris» ont bénéficié de «logements d'extrême urgence ou d'insertion». Il ajoute : «Nous espérons que, les pouvoirs publics prenant peu à peu conscience des problèmes en la matière, toutes les familles mal logées ou sans abri seront à terme logées convenablement». N. B.

# «Pilier d'Angle», une entreprise d'insertion se bat pour sa survie

Une grève de la faim, des contacts tous azimuts, une assemblée générale très offensive... l'«entreprise d'insertion» Pilier d'Angle, dont le siège est rue de Trétaigne (18<sup>e</sup>), se bat comme un lion pour arracher sa survie. Avec la ferme intention de continuer à donner aux personnes en difficulté une véritable chance de rebondir...

«**L**a lutte des classes continue, elle va jusqu'à l'élimination physique des gens à la rue. Pour certains, il n'y a plus qu'une issue : la mort». L'air grave, profondément révolté, Jean-Claude Ponsin ne tient pas un discours de tribune électorale. Il parle, avec ses mots, des réalités qu'il se coltine au sein de l'entreprise d'insertion Pilier d'Angle, dont il assure la présidence.

Les mots, il connaît, les actes également. Fin juin, avec son compère Guy Tellier, il décide d'arrêter de s'alimenter. Grève de la faim. Histoire de mettre les décideurs devant leurs responsabilités et d'en finir avec les promesses sans lendemain. Au bout de huit jours, le ministère de l'Intégration octroie une subvention exceptionnelle de 570.000 francs, permettant à Pilier d'Angle de passer le cap de l'été. Mais sur le fond du dossier, rien n'est réglé...

Pour comprendre le fin fond de l'histoire, il faut se laisser entraîner vers les débuts de cette aventure collective. 1987 : la rencontre de Jean-Claude Ponsin, médecin généraliste spécialisé en alcoologie, alors en exercice à la Goutte d'Or, et Guy Tellier, ancien alcoolique, débouche sur le projet de fournir à des malades en voie d'abstinence un emploi, condition sine qua non d'une possible réintégration sociale. En effet, explique Jean-Claude Ponsin, «il est impossible de vivre dans la rue sans boire». Pour agir sur cette clé que constitue l'emploi, une association se constitue en 1989 : Pilier d'Angle.

Intervenant dans le bâtiment, essentiellement pour des particuliers et des associations, dans toute la

région parisienne, la structure fait rapidement ses preuves. Si bien qu'en 1991, la direction départementale du Travail lui attribue le label d'entreprise d'insertion.

En clair, Pilier d'Angle se fait financer des postes d'insertion car on considère que les divers handicaps du personnel doivent être pris en compte et compensés.

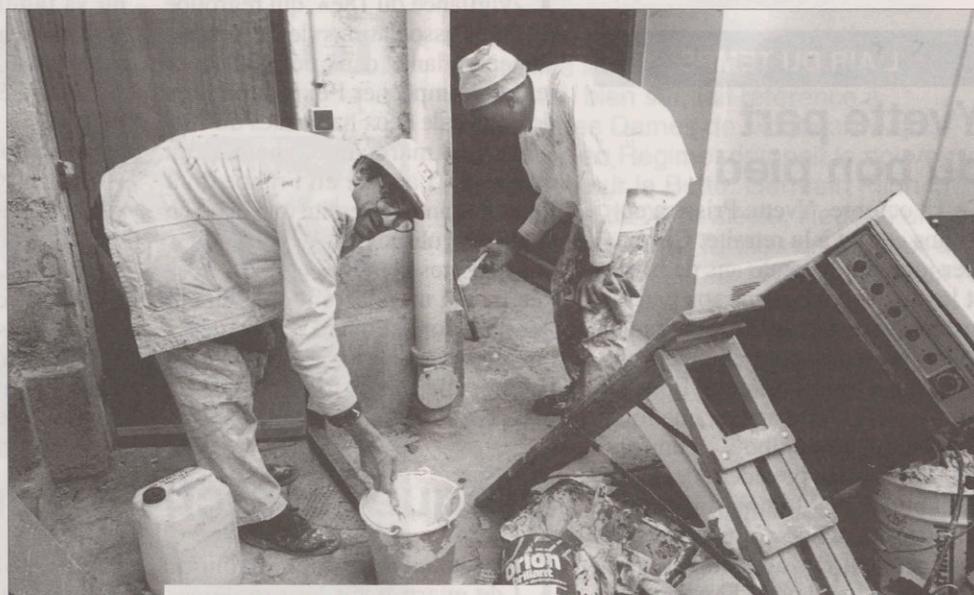
Les premières années sont celles de l'envol. De 15 personnes en 1991, on passe en 1994 à 70 (dont 25 en tant que postes d'insertion). Le public accueilli s'élargit aux ex-toxicomanes et aux sortants de prison. Certains salariés des débuts accèdent à des postes de responsabilité. «Tous les cadres sont issus de l'exclusion», explique Jean-Claude Ponsin. Ils ont le feeling. Même si l'entreprise n'a pas de mission sociale spécifique, elle exerce d'une manière ou d'une autre ce rôle, d'autant que Pilier d'Angle est, pour certains de ses salariés, le seul point d'ancrage dans la société.

«De partout, on ne reçoit que des louanges mais on a de plus en plus de difficultés». Le secteur du bâtiment («une espèce de jungle») semble aux antipodes de la préoccupation sociale affichée par Pilier d'Angle.

## Mission impossible ?

D'un côté, les grandes entreprises obtentrices de marchés publics mettent la pression sur la sous-traitance pour qu'elle comprime toujours plus ses coûts. De l'autre côté, Pilier d'Angle fait le choix de ne pas «jeter» ses salariés même lorsqu'ils sont atteints du sida ou qu'ils font une rechute. Comment, dans ces conditions, le «petit Poucet du bâtiment» pourrait-il s'allier avec les rois du béton ? Mission impossible.

Voilà pourquoi Pilier d'Angle demande aux pouvoirs publics de lui réserver des «marchés captifs». C'est-à-dire de passer des contrats directs, notamment au niveau de l'OPAC (office de construction de la ville de Paris). Rencontrés mi-octobre par Pilier d'Angle, des responsables de la préfecture de Paris se sont déclaré prêts à apporter leur appui dans la recherche de nouveaux



Sur un chantier de Pilier d'Angle, actuellement en cours rue Ramponneau dans le 19<sup>e</sup>

financements. «Les obstacles ne viennent pas de la bureaucratie. Aux politiques de prendre leur décision».

Jean-Claude Ponsin affirmait lors de l'assemblée générale de Pilier d'Angle, qui a rassemblé une cen-

taine de personnes le 14 octobre dernier : «Si nous n'obtenons rien de la loi-cadre sur l'exclusion, je suis prêt avec d'autres présidents d'entreprises d'insertion à entamer une nouvelle grève de la faim. Nous verrons bien qui tiendra le plus longtemps.»

Noël Bouttier



## LIBRAIRIE L'Humeur vagabonde

44, rue du Poteau, 75018 Paris  
Tél. 42 23 23 15. Fax 42 23 23 39.

Du mardi au samedi 10 h - 20 h,  
et le dimanche 10 h - 13 h.

12 000 titres en stock  
Rayons : Littératures  
Jeunesse, BD  
Arts  
Sciences humaines  
Policiers

Carte de fidélité  
Commandes clients

*L'Humeur Vagabonde*

Pilier d'Angle, 7, rue de Trétaigne.  
Tél : 42 62 80 54. Avis à toutes les compétences : un groupe de bénévoles chargé de rechercher des nouveaux marchés pour l'entreprise se constitue.

### Yvette part du bon pied

Ce 18 octobre, Yvette Prisse a eu 65 ans et part à la retraite. Ce dernier jour, après trente ans de bons et loyaux services dans son café-restaurant de la rue Damrémont, ne devait présenter pour elle, pensait-elle, rien d'extraordinaire. Pourtant, avant qu'elle arrive, une foule d'amis, quatre poulbots en uniforme, Madame le président de la République de Montmartre et ses ministres en tenue d'apparat, et les commerçants des alentours, tous s'impatientent devant la vitrine du *Pied de Vigne*, 5 rue Damrémont. Yvette, toute émue, essuie quelques larmes et contient mal sa surprise.

L'endroit est un peu désuet. Papiers peints des années 70, tuyau de poêle apparent, téléphone gris accroché au mur, et un beau portrait en noir et blanc de Dalida qui avait l'habitude de venir déjeuner là. Encore étonnée, Yvette salue et embrasse la cinquantaine d'invités que le local exigü a du mal à contenir. Un buffet est dressé, des bouteilles attendent.

Alors Madame le président prend la parole avec la verve qu'on lui connaît et remet à Yvette diplôme et médaille de la République de Montmartre. Les flashes crépitent, les tambours résonnent. Puis Christophe Caresche, premier adjoint, ajoute le diplôme et la médaille de la mairie du 18e. Retambours, émotion, applaudissements. Une voix annonce : «Le bar est ouvert.» Yvette, très entourée, pour une fois n'est pas derrière son comptoir.

Bertrand Combaldieu

### Echange de seringues

En octobre, l'association Espoir Goutte d'Or (voir Le 18e du mois de septembre) a ouvert un local d'échange de seringues au 56, boulevard de la Chapelle. Des professionnels y accueillent des toxicomanes pour ce programme (permettant, rappelons-le, de lutter contre le sida et les hépatites). C'est aussi un moyen d'entrer en contact avec des personnes souvent complètement en marge des structures sociales et sanitaires. (EGO, tél. : 42 62 55 12)

## Pétitions contre la menace d'expulsion de deux habitantes du 18e

Le «collectif de solidarité et de vigilance du 18e», qui regroupe diverses associations de l'arrondissement, a lancé deux pétitions pour tenter d'empêcher l'expulsion hors de France de deux habitantes du 18e.

Fatiha, marocaine, mère d'un enfant de 5 ans né en France dont l'état de santé nécessite une prise en charge régulière dans des structures hospitalières appropriées, s'est trouvée face à un non-renouvellement de son autorisation de séjour ; le 27 juin, lors d'une convocation à la préfecture, elle a été arrêtée, menottée, placée en centre de rétention puis

conduite à Orly sans pouvoir prévenir sa famille, sans interprète, sans assistance juridique. Elle a refusé de monter dans l'avion. Prise de malaise, elle a été conduite à l'hôpital. Elle doit passer en correctionnelle le 10 janvier pour son refus de partir.

Evelyne Gnizako, ivoirienne, arrivée en France en 1991, s'est vu refuser le statut de réfugiée politique, bien qu'elle ait produit des pièces prouvant qu'elle avait subi des sévices dans son pays à la suite d'une manifestation. Mère de deux enfants nés en France, elle a été arrêtée en avril dernier, et condamnée à trois

mois de prison pour infraction à la législation sur le séjour des étrangers. Libérée, elle est en attente d'expulsion.

Le comité de vigilance, soutenu par la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, SOS-Racisme, le PCF 18e, la LCR, le MDC, les Verts, la Fédération anarchiste, etc., demande la régularisation de leur séjour. Le préfet de police, à propos d'Evelyne Gnizako, a répondu à Mme Marchioni, conseillère d'arrondissement (PCF) qu'il étudiait le dossier.

Tél. 42 54 01 01 (répondeur).

## Drogue : marche en préparation à la Chapelle

Une nouvelle réunion publique de quartier sur les problèmes liés au trafic de drogue a réuni 250 personnes à la Chapelle le 11 octobre. A l'initiative : trois associations de locataires situées rue de la Chapelle et rue Raymond Queneau. Habitants, commerçants, élus du 18e, commissaire de police, travailleurs sociaux spécialisés en toxicomanie étaient présents. Ce n'est pas la première fois que des réunions de ce type s'organisent dans le quartier, et elles attirent à chaque fois un peu plus de monde.

Les organisateurs ont proposé de

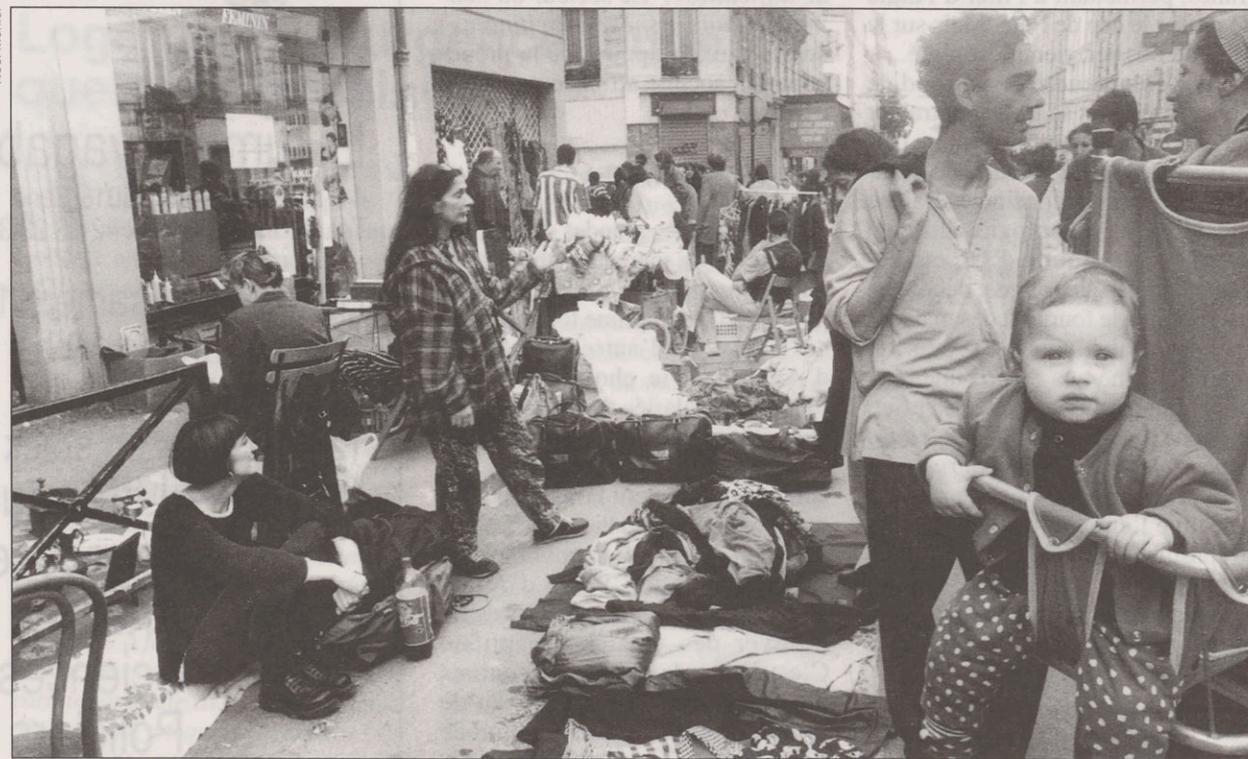
créer un collectif *Stop la drogue* et présenté quatre axes de mobilisation : prévention et information, dissuasion (davantage d'ilotage policier), répression du trafic, réappropriation du quartier par ses habitants. Après avoir rappelé la nécessité d'éviter deux écueils majeurs, le racisme et la violence, ils proposèrent une marche pacifique destinée à alerter les pouvoirs publics.

La parole fut ensuite à la salle. Comme d'habitude, des courants de pensée très différents s'exprimèrent. L'appel au dialogue alterna toute la soirée avec la demande de représen-

tion. Les élus, le commissaire répondirent aux questions les concernant. Au delà du simple rejet («*Ces gens-là ne sont pas d'ici, que la police les chasse*»), plusieurs participants parlèrent de la nécessité de retisser des liens entre habitants pour opposer des projets concrets face à cette montée de la toxicomanie. Les oppositions furent nombreuses et la parole parfois vive mais chacun put s'exprimer.

Les organisateurs conclurent en recueillant les inscriptions au collectif chargé d'organiser la marche pacifique

## 120 stands au vide-greniers rue Ramey



Deux fois par an, la rue Ramey est livrée à ceux qui veulent mettre en vente leurs vieux bibelots, vieux vêtements, vieux livres, et vieux objets. Le vide-greniers d'automne a eu lieu les 7 et 8 octobre. L'Association du Village

Ramey, organisatrice, a enregistré 120 stands. Cette fête était placée cette fois sous le signe de la magie : cinq magiciens-illusionnistes l'ont animée. Des cadeaux et cartons de jouets pour les enfants étaient aussi au programme.

# Au marché de l'Olive, des commerçants de la quatrième génération

C'est un des treize marchés couverts de Paris, un marché ordinaire, mais vivant, chaleureux ; le cœur du quartier de la Chapelle y bat. Il a un drôle de nom : le marché de l'Olive.

« **M**a mère allait acheter son lait à la ferme, là juste derrière, sur la place de Torcy. Si elle était là aujourd'hui, elle vous en raconterait ! Mais il fait beau, elle a préféré rester à la campagne. » Madame Jacqueline la fleuriste – une institution au marché de l'Olive ! – a pris, en 1949, la relève de sa mère qui s'y était installée dans les années 20. Elle n'est pas la seule dans ce cas. Ici, plusieurs commerçants ont succédé à leurs parents, lesquels avaient eux-mêmes pris la place de leurs propres parents... M. Pinel, un des deux volaillers, est en quelque sorte de la quatrième génération : « En 1911, ma grand-mère, qui avait onze ans, était bonne chez sa tante volaillère sur ce marché. Elle a repris le commerce dans les années 20. Puis il y a eu mon père, puis moi... »

C'est dire si ce marché s'inscrit dans la permanence. Construit en 1858 par Magne, disciple de Baltard, il est un pôle d'attraction dans le quartier. Cette bâtisse rectangulaire aux structures métalliques, classée monument historique, est implantée au cœur d'un réseau dense de rues – celles qui la bordent étant piétonnières –, à quelques mètres de l'axe La Chapelle-Marx-Dormoy. Des rues qui ont pour noms Guadeloupe, Martinique, Canada, Louisiane. Le tout se trouve sur l'emplacement du grand marché aux bestiaux de La Chapelle, où l'on venait de fort loin, mais qui a disparu lors du rattachement de La Chapelle à Paris en 1860.

Quant à la rue L'Olive, qui donne son nom au marché, elle ne doit rien à une quelconque oliveiraie, mais tout à un Monsieur Liénart de l'Olive, colonisateur de la Guadeloupe, qui y a débarqué avec 350 hommes, en juin 1635, chargé par Richelieu de prendre possession de terres qui ne soient encore ni aux Anglais, ni aux Espagnols, ni aux Portugais...

## Tout le monde se connaît

Aujourd'hui, ce sont trente commerçants qui « colonisent » les 1.393 m<sup>2</sup> du marché de l'Olive : primeurs, fleuristes (il y en a deux, la seconde, c'est Madame Dupuis), charcutiers, volaillers, fromagers, bouchers, poissonniers, caviste, produits diététiques, confiseur, boulanger, épicier, droguiste, bouquiniste... De quoi satisfaire le plus grand nombre.

Avec des pics d'activité qui se situent surtout le week-end, le marché reste un lieu de convivialité où tout le monde se connaît, s'interpelle d'un stand à l'autre... Et comme le dit Mme Mahé, la propriétaire de l'épicerie, « nous avons une fonction sociale. Vous comprenez, toutes les petites mamies du quartier, elles n'ont personne à qui parler. Nous sommes leur interlocuteur pri-



Isabelle Coux

## Le nom du marché ne doit rien aux fruits de l'olivier.

*vilégié, nous leur demandons des nouvelles de leur santé, nous les conseillons quand c'est nécessaire. Ce ne sont plus des clientes, c'est la famille.* Une convivialité que l'on retrouve dans les rues piétonnes adjacentes, sur les terrasses du café du Commerce ou des restaurants Beriban et de l'Olive. Une petite foule d'habités y a ses quartiers, s'y donne rendez-vous, lézarde aux derniers rayons de soleil de l'automne ou aux premiers du printemps et se laisse bercer, certains dimanches, au son d'un limonaire...

Mais, foin de farniente, le marché c'est toute une économie. L'ensemble des commerçants représente l'équivalent d'une PME. Jusqu'en 1986, les treize marchés couverts de la Ville de Paris (au total 25 000 m<sup>2</sup> et 307 commerçants) étaient gérés par les services de la Ville. Depuis cette date, ils se sont fédérés au sein d'un GIE (groupement d'intérêt économique). Et chaque marché a une direction autonome. Celui de l'Olive est dirigé par M. Fonteny, le charcutier; Mme Barile, la crémière, et M. Pinel, le volailler, sont administrateurs. A cette structure s'ajoutent quatre conseillers. C'est cette direction collégiale qui gère le quotidien, décide des travaux, répartit les charges au prorata du nombre de mètres carrés...

Quant aux loyers, ils sont proportionnels à la superficie. Mais les commerces qui possèdent un angle paient plus cher. Une coutume qui remonte à l'époque où toutes les échoppes du marché avaient une superficie de 2 m<sup>2</sup> et où un angle représentait un privilège. Une époque où les maraîchers des environs de Paris attendaient parfois des années pour obtenir une place. Epique époque !

Claude Thomas

## Les rues du 18<sup>e</sup> Aux Abbesses : religieux, artistes et propriétaires

D'où les rues du quartier des Abbesses tirent-elles leurs noms ? La rue des Abbesses, bien sûr, fait référence à l'abbaye des Dames de Montmartre qui, sous l'Ancien Régime, détenait le pouvoir seigneurial sur la Butte. Germain Pilon fut un sculpteur du XVI<sup>e</sup> siècle, Houdon un sculpteur du XVIII<sup>e</sup>, Tardieu un graveur du XVIII<sup>e</sup>, Ravignan (1795-1858) un prédicateur jésuite, Lepic (1765-1827) un des généraux de Napoléon et André Antoine (1858-1943) un homme de théâtre. D'autres rues méritent un commentaire un peu plus long.

### □ Rue des Martyrs : Saint Denis et ses compagnons

Ainsi nommée, en 1750, parce qu'elle aboutissait au lieu dit « Sanctum Martyrium » où, selon la légende, avaient été exécutés vers l'an 250 Saint Denis, premier évêque de Paris, et ses compagnons martyrs Saint Eleuthère et Saint Rustique (qui ont tous deux leurs rues sur la Butte).

### □ Rue des Trois Frères : des propriétaires vigneronnes

Les Trois Frères en question ne sont pas des religieux, mais simplement des propriétaires de vignes situées autrefois à cet endroit, les frères Dufour.

### □ Rue d'Orsel : des promoteurs immobiliers

Durant la Révolution, les religieuses de Montmartre furent chassées à la fin de 1790 et leurs terres mises en vente en 1794 comme « biens nationaux ». Le nommé d'Orsel, spéculateur immobilier, en acheta trois lots, sur lesquels ses fils firent construire un ensemble d'immeubles qu'on baptisa « le village d'Orsel ».

### □ Rue Véron : l'ancien maire de Montmartre

M. Véron avait été maire de la commune de Montmartre de 1830 à 1841. Il mourut en 1861, un an après l'annexion de Montmartre par la ville de Paris. (L'histoire ne dit pas s'il y avait une relation de cause à effet.) On l'honora d'une rue.

### □ Rue André Gill : celui du lapin

André Gill (mort en 1885) fut un des plus grands caricaturistes du XIX<sup>e</sup> siècle. Il peignit, entre autres, l'enseigne d'un cabaret situé en haut de la Butte, rue des Saules, enseigne où figurait un lapin ; le « lapin à Gill », devenu « Lapin agile », laissa son nom à l'établissement.

### □ Rue Yvonne Le Tac : Madame la directrice

Directrice d'école jusqu'en 1938, date où elle prit sa retraite, dans la rue qui porte aujourd'hui son nom (et qui s'appelait alors rue Antoinette), Yvonne Le Tac fut durant l'occupation allemande une grande résistante, arrêtée et déportée. Elle est morte en 1957.

18e

COUPS DE CŒUR

Coups de cœur, c'est le bon plan, la boutique sympa, le lieu à découvrir. Chaque mois, un membre de l'équipe du 18e du mois vous fait découvrir ses coups de cœur. Ce mois-ci, c'est **Fred Kalfon**. Cette rubrique n'a aucun caractère publicitaire : nous ne touchons pas un sou pour les articles qui figurent dans cette page.

### Sikasso : l'artisanat africain

Trouver des objets d'artisanat africain, des tissus, des vidéos et de la musique africaine dans le quartier Château Rouge, cela semble aisé : ce ne sont pas les magasins qui manquent ! Mais l'un d'eux se dégage du nombre : au 53, rue des Poissonniers, les couleurs de la vitrine de Sikasso rompent la monotonie du trottoir. A l'intérieur, Awa Koné, «une vieille habitante du 18e», vous accueille. On y découvre un échantillon de masques, de jeux, de meubles, de bijoux, de tissus, d'instruments de musique appartenant à toutes les ethnies des pays au sud du Sahara à l'exception de l'Ethiopie. On peut y remarquer le travail du métal des Dogons du Mali, les bijoux Peuhls... S'il n'y a pas beaucoup de Wax ou de Bazin (mais les boutiques spécialisées se trouvent un peu plus haut dans la rue), on pourra, si l'on cherche des tissus originaux, admirer les Bogolans maliens, étoffes colorées avec des écorces de raisins sauvages ou avec des feuilles, et décorées avec des motifs tracés à l'argile noire. Enfin, pour ceux et celles qui veulent rencontrer la musique et le cinéma d'Afrique, de nombreuses cassettes sont disponibles, avec des conseils pour les néophytes. Sikasso, 53 rue des Poissonniers, 75018 Paris.

### Andine : l'artisanat sud-américain

Au pied des jardins de Montmartre, rue André Del Sarte, presque accrochée aux escaliers, se niche Andine, boutique de produits artisanaux d'Amérique latine, à la devanture bleu roi et à l'intérieur aux mille couleurs. Bijoux, céramiques, jouets en bois, sculptures en terre cuite ou en massapain, essences, cacao et cafés transportent celui ou celle qui y entre sous d'autres latitudes et lui offrent des idées de cadeaux ou de décors originaux. L'artisanat que l'on trouve chez Andine est acheté à des producteurs qui sont des acteurs sociaux du développement : coopératives, communautés, regroupements d'artisans, ou des entreprises traditionnelles qui ne sous-payent pas leurs employés. Andine achète ces produits, ainsi que cacao et café, à un prix équitable, ce qui permet sur place un réinvestissement et le développement des infrastructures dans les quartiers ou les villages. Guatémala, Equateur, Colombie, Brésil, Pérou, vous attendent au 24, rue André Del Sarte.

## «Allô Tieb, allô Mafé», le traiteur africain à la Chapelle



Ph. Plaut

Envie de poisson thiof avec riz brisé ? Allô Tieb. Envie de viande enrobée dans la pâte d'arachide ? Allô Mafé. Sur simple appel téléphonique, *Allô Tieb allô Mafé*, le traiteur africain de la Chapelle, vous livre à domicile ses plats exotiques.

On peut commander un plat ou plusieurs, des entrées, des fruits et jus de fruits, tout un festin. On peut même, pour des fêtes et réceptions, faire venir des serveuses en costume traditionnel, des musiciens et des danseuses pour festoyer au son de la kora et du balafon.

Tout a commencé en novembre 1992 quand trois amis d'origine sénégalaise, Doudou Diop l'informaticien, Hassan Fall le mécanicien et Mamadou N'Diaye le gestionnaire de restaurant, se sont installés 34, rue de la Chapelle, pour monter Africaservices, une société d'import-export et de services à l'usage des Africains de Paris. Bientôt ils eurent l'idée de lancer des livraisons de plats à domicile, créneau porteur qui est devenu leur activité principale. Un autre associé, Ousmane N'Doye, réside au Sénégal et c'est lui qui se charge de l'approvisionnement, de l'importation des produits frais. Et puis, personnage essentiel de l'aventure, Amy Colé, la cuisinière, règne sur les fourneaux, un peu plus loin, au 46 rue de la Chapelle. Trois livreurs, un chauffeur complètent l'équipe.

### Mafé, c'est un plat malien

Pourquoi ce nom, *Allô Tieb, allô Mafé* ? Tieb, c'est le riz, aliment de base de la nourriture, tous les Africains connaissent le tieb. Mafé, c'est un plat malien, le plat «le plus connu des Français qui voyagèrent sur le continent noir, le plus facile aussi à réaliser une fois de retour», déclare Doudou Diop. *Aussi avons-nous voulu associer ces deux concepts, ces deux clientèles.* 80 % des clients du fichier sont d'ailleurs français. «C'est surprenant mais c'est comme ça. C'est très bien,

**Doudou Diop et la cuisinière Amy Colé : une ambition commune, concurrencer Allô Pizzas, la saveur africaine en plus !**

*mais l'inconvénient est qu'ils ne mangent pas tous les jours africain, ni même une fois par semaine. Le client par fait, c'est le couple mixte qui nous passe commande deux fois par semaine.»*

*Allô Tieb allô Mafé* fournit cependant une centaine de plats chaque jour (55 F le plat, livraison gratuite à Paris,

30 F supplémentaires pour la banlieue). On peut commander tous les jours de 11 h à 22 h (minimum deux plats le soir). Jusqu'à maintenant, chaque jour avait son menu spécifique (trois plats au choix), mais à partir d'octobre on peut tout commander tous les jours : plats sénégalais comme le *tiebou diene*, mais aussi *mafé* malien, *n'dolé* camerounais, *bourakhé* et *soupoukandj* guinéens, plats braisés typiques de la Côte d'Ivoire et même *colombo* antillais.

Entreprises et particuliers désirant organiser des soirées à thème sont les bienvenus (une cuisine à Chanteloup-les-Vignes est disponible pour des commandes allant jusqu'à 1.000 ou 2.000 convives !), avec des prix spéciaux pour les résidents du 18e.

«Notre cuisine est très bonne, meilleure même qu'au pays car, avec la dévaluation du franc CFA, nous pouvons nous approvisionner avec tout ce qu'il y a de mieux», déclare encore Doudou Diop dont l'ambition est d'essaimer dans tout Paris, concurrencer *Allô Pizzas*, la saveur en plus ! «Et enfin nous avons monté une société compétitive qui peut offrir du boulot à des jeunes. Parfois, il est difficile de trouver un stage, un premier emploi, surtout quand on est noir. Nous leur en proposons, et si nous nous développons, nous leur en proposerons encore plus.»

**Marie-Pierre Larrivé**

Allô Tieb allô Mafé, 34 rue de la Chapelle, 75018 Paris. Tél. 40 35 04 04.

# Mon 18e par Jean Forest, photographe

## Trente-cinq ans à la Goutte d'Or

Jean Forest est photographe, un très bon photographe. Après avoir fait carrière dans la photo publicitaire, il a décidé il y a quelques années de se consacrer à la photo qu'il aime. Il prépare un livre sur la tempête à Ouessant. Il habite rue de la Goutte d'Or.

La Goutte d'Or, j'ai l'impression d'y être né, je n'ai jamais pu me résoudre à quitter ce quartier. J'y habite depuis 1958. Auparavant je n'en avais jamais entendu parler. Je n'avais pas fait un choix en m'y installant, c'était le hasard.

A cette époque, prononcer seulement les mots «Goutte d'Or» évoquait des suspensions. Dire : «J'habite rue de la Goutte d'Or», c'était comme avouer une tare. Mes voisins français de souche évitaient de communiquer leur adresse, les jeunes surtout. Plus tard, devenus adultes, avides de respectabilité, leur enfance à la Goutte d'Or leur collait à la peau, ils ressentaient cela comme une infirmité, il leur fallait oublier qu'ils étaient nés ici. On avait collé une étiquette au quartier, ce n'était ni la France ni Paris, c'était Bab-el-Oued à la puissance dix, le monde du danger permanent, de la violence.

Harlem, le Bronx ? Non, dans les années 60, c'était la guerre, ici, la guerre d'Algérie.

### La guerre dans les rues

Une guerre sourde, secrète, entre Algériens : d'un côté les harkis, les traîtres, ceux qui avaient choisi de se faire les auxiliaires de l'armée française, de l'autre le FLN qui luttait pour l'indépendance de l'Algérie. Les Français de souche, nombreux à cette époque dans le quartier, assistaient impuissants à cette lutte. Le quartier faisait régulièrement la une des journaux, renforçant l'exclusion dont il était l'objet : meurtres et règlements de comptes s'y étalaient dans une grande flaque de sang - une imagerie d'Epinal.

On avait l'impression que le gouvernement, en installant ici des compagnies de harkis, voulait enfermer le conflit dans un ghetto pour mieux le cerner et le maîtriser. Ici, on pouvait tuer, torturer, régler ses comptes, suivant des lois que personne ne voulait connaître.

La Goutte d'Or, un quartier dangereux, un no man's land ? Pour les Français de souche, non. Ils pouvaient vaquer à leurs occupations en toute tranquillité - deux mondes étrangers en marge l'un de l'autre ! La rue de la Goutte d'Or et les rues voisines étaient (et sont restées) l'un des quartiers de Paris où on pouvait se sentir le plus en sécurité pour ceux qui ne participaient pas au conflit.

Pourtant une sourde angoisse régnait. Des harkis étaient basés presque en face de chez moi, au coin de la rue des Gardes et de la rue de la Goutte d'Or, dans un hôtel réquisitionné qu'un commando FLN attaqua le soir même de leur installation.

Beaucoup d'entre eux étaient postés devant les portes cochères. Rivés par la peur, PM au poing, ils semblaient toujours prêts à envoyer une rafale



sur le premier venu. Quiconque rentrait à la nuit tombée tenait les bras écartés du corps, pour bien montrer qu'il n'était pas armé. On avait peur, même sans raison !

La police française était présente tout autour. Le couvre-feu avait été décrété, et à cette époque plus encore qu'aux autres, avoir un faciès de maghrébin et venir à la Goutte d'Or sans avoir rien à y faire relevait du goût du suicide : les policiers vous rouaient de coups avant de vérifier votre identité !

### La mauvaise réputation

Et puis vint l'indépendance de l'Algérie. Du jour au lendemain, les maghrébins étaient devenus des gens respectés par la police. Plus un coup de feu, le silence ! Mais le quartier ne changea pas de réputation. Son image avait été définitivement fixée : une enclave insalubre et mystérieuse au milieu de la ville.

La réalité était autre : un mélange de toutes sortes de facteurs. Racisme exacerbé de certains Français de souche qui, dès qu'ils le purent, changèrent de quartier, diversité de plus en plus grande des populations vivant dans des conditions précaires, apparition d'une vitrine de l'Afrique grâce notamment aux marchands de tissus exotiques qui s'installèrent, provoquant la disparition d'un commerce de proximité qui existait encore après la guerre d'Algérie... Et marchands de sommeil, prostitution, drogue, trafics clandestins - mais aussi des associations plus que dynamiques, des fêtes... et toujours une réelle sécurité : ce n'est pas ici qu'on se faisait agresser dans la rue.

Je n'aurais déménagé pour rien au monde. Ici, on a toujours respiré la vie à pleins poumons, quar-



Ces photos, ainsi que celle de page 1, ont été prises par Jean Forest en 1972.

Ci-dessus à gauche : devant le bâtiment de l'Armée du Salut, boulevard de la Chapelle (devenu ensuite une boutique de tissus à l'enseigne «Salut Barbès», puis un magasin de hi-fi). A droite : partie de dés dans la rue.

tier en perpétuelle métamorphose, sensible à toutes les tensions plus ou moins occultées, à toutes les contradictions de ces cultures qui se juxtaposent. La Goutte d'Or est un village avec sa spécificité, car on n'habite pas ici par hasard, il faut le vouloir et cela crée des liens affectifs très forts.

Je me souviens, au début des années 80, d'un car de touristes allemands qui, ayant pris la rue de la Goutte d'Or en sens interdit, était immobilisé à l'angle de la rue de Chartres et de la rue Caplat. C'était le premier, il en vint d'autres par la suite. La Goutte d'Or devenait-elle un lieu de mémoire ?

En 1983 eut lieu la première expulsion d'habitants, au 37 de la rue Polonceau, en vue de construire un commissariat de police (car la «rénovation» du quartier commença par là). Cela provoqua une grande mobilisation associative.

Le commissariat a été construit, l'immeuble de «la pointe», symbole du quartier, à l'angle des rues de Chartres et de la Goutte d'Or, a été détruit. On a fait de la Goutte d'Or un «quartier phare de la rénovation». Deux projets s'affrontaient : rénover, en respectant ce qui existait et en le restaurant, ou bien casser. On a choisi de casser. Il fallait briser l'âme de la Goutte d'Or. La Goutte d'Or est-elle morte ? Ou bien résistera-t-elle à cet avatar ?

Recueilli par René Molino

# La gymnastique Bothmer, école de calme et de concentration

18<sup>e</sup>

BANDE DESSINÉE

**B**ande de schtroumpfs, connaissez-vous la gymnastique Bothmer? Non? Eh bien, si vous êtes branchés gymnastique douce, harmonie intérieure par le travail corporel, etc., vous avez tort de l'ignorer, d'autant plus qu'à deux pas de la mairie, un atelier et une spécialiste de cette discipline vous tendent les bras (1).

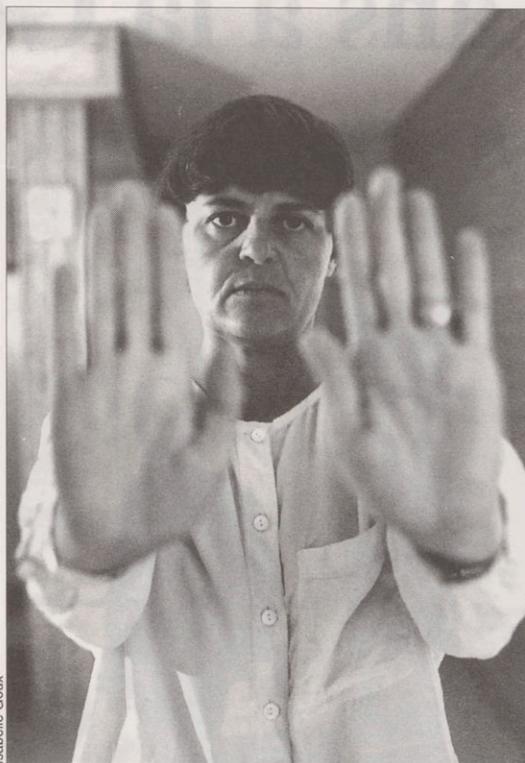
Cette gym a été créée par un colonel prussien intelligent, le comte Bothmer (1883-1941), qui adhérait à l'«anthroposophie» de Rudol Steiner, une doctrine philosophique et spiritualiste plus connue dans les pays anglo-saxons qu'en France. Steiner est notamment connu pour avoir fondé un mouvement pédagogique à l'origine d'écoles qui portent son nom. A la demande de Steiner, notre colonel Bothmer, qui était aussi gymnaste, a conçu une éducation physique, destinée aux enfants à l'origine, puis de plus en plus pratiquée par des adultes.

La gym Bothmer, qui se pratique en salle, comporte environ quarante séquences d'exercices, qui durent de dix secondes à deux ou trois minutes. Maîtriser l'ensemble des mouvements nécessite plusieurs années, et leur exécution reste toujours à améliorer, affiner. Certains mouvements – qui s'intitulent par exemple le grand calme, le grand rythme, la vague – expriment une recherche d'harmonie avec l'univers environnant : il faudrait les faire en pleine nature, sur un rivage face à la mer, ou au sommet d'une colline, devant un vaste paysage.

## Un sentiment de calme

D'autres sont porteurs d'une signification symbolique, qu'on ressent en les exécutant, par exemple ceux qui tournent autour de l'idée de chute, de déséquilibre, puis de renaissance. D'autres encore sont une transposition, une sorte de mime, d'exercices classiques d'athlétisme, comme le lancer du javelot ou du disque, ou de gestes typiques d'un sport, comme le fait de pagayer en canoë-kayak.

Bien exécutés – c'est tout le problème ! – beaucoup de ces mouvements sont très beaux à regarder. Par petites touches, insensiblement (c'est une gymnastique douce !), ils apportent un sentiment



Isabelle Goux

**Jessie Delage donne ses cours à deux pas de la mairie du 18<sup>e</sup>**

de calme, de décontraction, permettent de récupérer de l'énergie. Une pratique régulière favorise un meilleur équilibre général, tant personnel que physique : « elle tonifie la musculature, dit

l'enseignante de l'atelier, Jessie Delage, *permet aux gens de mieux se tenir, leur évite des douleurs dorsales.* » Jessie donne ses cours avec beaucoup de tact, de sérieux, et de rigueur. Elle maîtrise parfaitement les exercices, les commente avec précision, sensibilité, et une passion contenue, qui forcent le respect. Ceux qui le souhaitent peuvent venir, durant tout le mois de novembre pour une séance de découverte. Ne vous en privez pas !

**Bernard Boudet**

(1) Jessie Delage. Tél : 42 51 62 67 (laisser un message sur le répondeur en cas d'absence.)

## Ogoun ! Salut les poteaux !

**S**alut collègues, salut les poteaux ! Un nouveau magazine vient de voir le jour dans le 18<sup>e</sup>, installé au 96, rue du Poteau et publié par les éditions... du Poteau bien sûr.

C'est un trimestriel qui se consacre à la bande dessinée mais pas seulement, ouvert aussi à l'écriture-écriture, alternant dessins ludiques et textes à l'ambition plus profonde. Il s'appelle *Ogoun!*, du nom d'un dieu Yoruba protecteur des poètes. Le premier numéro, sorti le 15 septembre de l'imprimerie, est actuellement en vente (28 F).

*Ogoun!* est l'enfant de trois amis associés : le rédacteur en chef, Gilles Poussin, par ailleurs bassiste du groupe des Soucoupes Volantes, sa copine Calamity Zen, et Jacques D. le maquettiste. Des discussions depuis janvier dernier, une recherche de fonds auprès des amis et jusqu'à la grand-mère de Calamity, une aide aussi du Centre national du Livre (30.000 F) et c'est parti. *Ogoun!* est tiré à 4.000 exemplaires : 3.000 distribués par les Messageries Lyonnaises de Presse et vendus en kiosque dans 38 villes de province, et 1.000 exemplaires déposés dans des librairies à Paris et en banlieue. Il a fêté son lancement par une conf' de presse à la *Divette de Montmartre*.

*Ogoun!* laisse carte blanche à ses auteurs et n'exige rien d'eux, sinon «y mettre ses tripes, s'y donner à fond», comme dit Gilles. *Ogoun!* donne droit de cité à des auteurs connus (les «bédéistes» Chauzy, Larceney, Riff, Edith, Mezzo, en «locomotives» du premier numéro), mais veut aussi offrir leur chance à des jeunes, sortir de nouveaux talents. «*Nous voulons réconcilier les publics de Fluide glacial et des Cahiers du cinéma*», déclare le jeune rédac-chef.

L'auteur de romans policiers Jean-Bernard Pouy sera à la «une» du numéro 2, le 15 décembre.

## CE JOURNAL NE PEUT VIVRE QUE GRACE À SES LECTEURS. POUR QUE LE 18<sup>e</sup> DU MOIS CONTINUE, SOUTENEZ-NOUS

- Je m'abonne au 18<sup>e</sup> du mois : un an (onze numéros), 130 F.
  - Je m'abonne et j'adhère à l'association des "Amis du 18<sup>e</sup> du mois" : 230 F (130 F abonnement + 100F cotisation).
  - Je souscris un abonnement de soutien : 500 F (130 F abonnement + 370 F cotisation de soutien).
- (cochez la formule que vous avez choisie)

Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....

Découpez ou recopiez et envoyez, avec le chèque libellé à l'ordre de "Les Amis du 18<sup>e</sup> du mois", à l'adresse : Le 18<sup>e</sup> du mois, 7, rue du Ruisseau, 75018 Paris.

# La révolte des chiffonniers de la rue Marcadet contre le préfet Poubelle

En janvier 1884, plusieurs milliers de chiffonniers se rassemblaient dans une de leurs cités, rue Marcadet. Entre eux et le préfet Eugène Poubelle, les hostilités s'engageaient. Cause du conflit : l'ordonnance du préfet obligeant les propriétaires à déposer leurs ordures dans des «boîtes» couvertes.

**A**u bout de la rue Marcadet, près de l'avenue de Saint-Ouen, dans une partie du 18<sup>e</sup> arrondissement qui avait appartenu autrefois à la commune des Batignolles, on trouvait au début des années 1880 une des plus importantes «cités de chiffonniers» de Paris, appelée «cité Maupy». Un chroniqueur de l'époque, A. Coffignon, la décrit : «C'est un grand terrain vague avec, au fond, de bizarres constructions où gisent plus de six cents personnes, constructions hété-

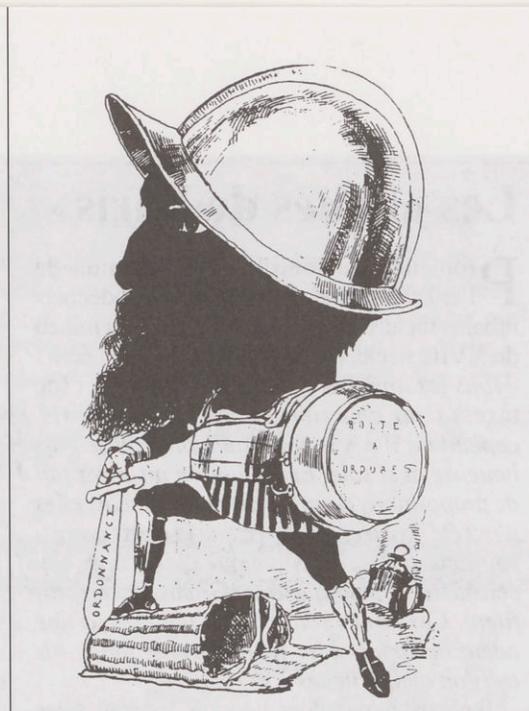
roclites faites les unes de carreaux de plâtre, les autres de simples planches, d'autres encore des matériaux les plus divers assemblés tant bien que mal et recouverts de terre battue. Des plaques de zinc forment la toiture, qu'un coup de vent suffirait à enlever si de grosses pierres n'étaient posées dessus pour la retenir. Mille petits détails rendent la cité pittoresque : ici c'est un corbeau empaillé qui a été placé au-dessus d'une porte dans une attitude grotesque ; là c'est une fenêtre curieusement garnie de rocailles ; plus loin, un mur est couvert de petits fragments de miroirs qui étincellent... Des troupes d'enfants s'ébattent toute la journée dans le grand terrain qui précède la cité, tandis que les chiffonniers, accroupis, s'apprentent à trier le contenu de leurs hottes.»

Des cités de ce genre, il en existe à cette époque un certain nombre dans les arrondissements périphériques de Paris. Elles se sont constituées autour des entrepôts de chiffonniers en gros : ces «maîtres chiffonniers» garantissent au petit monde des «bif-fins» de la cité l'achat de leurs collectes journalières.

Un autre chroniqueur, Jules Claretie, dans son recueil *La vie à Paris* (édition 1883), nous apprend que le loueur des cabanes de la cité Maupy, un nommé Lapière, «aime mieux les chiffonniers que les ouvriers : ils payent mieux leurs loyers, font vivre des fabriques, le verre, la fonte, les papeteries...». Ce Lapière, loueur de cabanes le jour, est le soir musicien aux Folies-Dramatiques («ô antithèses parisiennes !», commente Jules Claretie). Le terrain, «loué 2 francs le mètre, appartient en partie à M. Bodet, en partie au duc de Castiglione».

## Sur l'emplacement du Marché aux Puces

Au nord du 18<sup>e</sup>, de l'autre côté des fortifications, sur l'emplacement actuel du Marché aux Puces, il existait d'autres cités de chiffonniers, beaucoup plus misérables. Jules Claretie décrit celle qu'on a surnommée «le Petit Mazas» (Mazas était une des prisons de Paris) : «Les taudis abondent, les détritiques et les chiffons meublant seuls les baraques de planches ou de boue... Là, des tanières, de vraies tanières. Au ras du sol, des maisonnettes



**Ci dessus : le préfet Poubelle terrassant les chiffonniers (caricature d'époque). En bas : chiffonniers au travail (gravure du début des années 1880).**

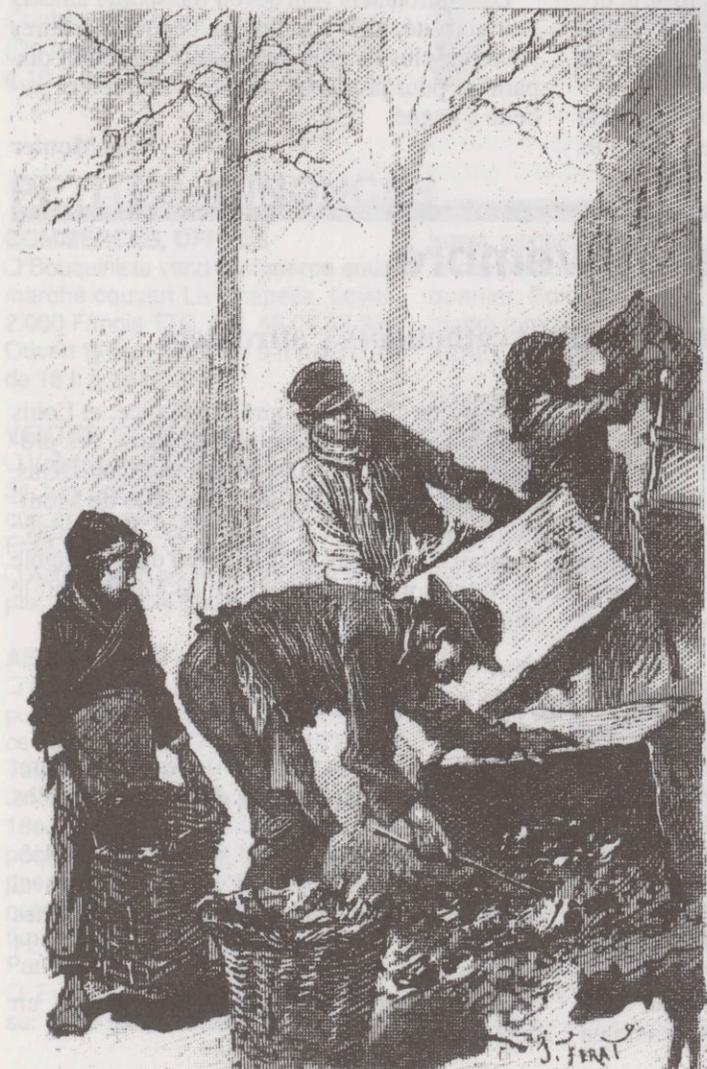
trouées d'une porte. Beaucoup n'ont pas d'autre ouverture, les fenêtres se paient plus cher. En face de ces bouges, des trous hideux pour faire s'écouler l'eau qui entre dans les taudis...» Et puis, au bout de la cité, soudain la venelle s'élargit et l'on aperçoit «un convoi qui passe allant au cimetière de Saint-Ouen, le panache de vapeur du chemin de fer de Ceinture, les fortifications, la Butte Montmartre et, derrière, la vague fumée de Paris.»

## Le travail de plus de 70.000 personnes

Le nombre des chiffonniers parisiens a été multiplié au moins par cinq entre 1871 et 1880, en raison principalement du chômage qui sévit. M. de Luynes, rapporteur d'une enquête décidée au début des années 1880 par le Comité d'hygiène publique du département de la Seine (Paris et proche banlieue), estime leur nombre à 41.000, ramassant 1.190.000 kilos de marchandise par jour. Les grossistes en vieux chiffons et autres produits de récupération emploient, eux, environ 2.000 hommes et 20.000 femmes au tri et à la revente. Il faut ajouter 10.000 «chineurs» ou brocanteurs. Plus de 70.000 personnes au total travaillent donc dans la récupération des déchets et vieilleseries.

Beaucoup des chiffonniers sont d'anciens ouvriers sans emploi qui un jour, pour gagner quelques sous, se sont mis à fouiller les tas d'ordures. Ils sont d'abord «coureurs», c'est-à-dire travaillant où bon leur semble, quand il leur plaît ; mais les rues où le rendement est bon (les quartiers de l'Opéra et de la Chaussée d'Antin sont les meilleurs) sont vigoureusement protégées. Et la vente des «matières» est difficile à qui veut rester indépendant. Les trois quarts des «coureurs» sont bientôt sous la dépendance d'un maître-chiffonnier, qui parfois les loge (moyennant un loyer souvent élevé). Ils peuvent alors devenir «placiers», obligés de travailler tous les jours sous peine de perdre leur place, mais ayant le monopole d'une rue ou d'une portion de rue. Bien avant l'aube, ils enlèvent les ordures d'une vingtaine de maisons et les portent sur le trottoir. Armés de la hotte, de la lanterne et du crochet,

*Suite en page 14*



## Les «boues de Paris»

Problème d'aujourd'hui, la question de l'enlèvement et du traitement des déchets urbains fut aussi un problème d'hier. Au milieu du XVIIIe siècle, l'historien Henri Sauval écrit : «Tous les ans il se lève cent mille francs (de taxes) pour charrier les «boues» de Paris, cependant il n'y a point au monde ville plus boueuse ni si sale. Et quoiqu'on ait assez fait de propositions pour le rendre net, jamais elles n'ont été écoutées, ou parce que la chose paraissait impossible, ou parce que c'est un revenu considérable pour quelques Grands qui en profitent. Ces boues sont noires, puantes, d'une odeur insupportable, qui pique et se fait sentir trois ou quatre lieues à la ronde.»

Il n'existait pas alors d'égouts, les eaux sales de toutes natures se déversaient dans le caniveau. Les balayeurs entassaient çà et là des monceaux d'ordures, car tout était rejeté à la rue. Depuis le Moyen Age, les propriétaires étaient tenus «d'avoir latrines et privés suffisants en leur maison», avec fosses d'aisance, mais cette réglementation était plus ou moins bien respectée et il n'était pas rare, jusqu'au milieu du XIXe siècle, que les pots de chambre soient vidés dans le caniveau, voire par les fenêtres. Le 23 février 1850 encore, une ordonnance du préfet de police décrète : «Il est défendu d'uriner ou de jeter de l'urine ou d'autres liquides pouvant produire des émanations insalubres dans les marchés, leurs dépendances et leurs abords.»

Les efforts d'assainissement et de suppression des «boues» se sont longtemps heurtés à de fortes résistances car certains puissants personnages en tiraient profit. Les boues étaient ramassées de nuit par les vidangeurs ou «gadoueurs», qui vidaient également les fosses d'aisance dans de grands tonneaux montés sur des chariots, et emmenées ensuite à des bassins d'épandage dans la périphérie de Paris. Les propriétaires de ces bassins, généralement de riches Parisiens, en tiraient des engrais, vendus fort cher. Le plus important de ces bassins se situait jusqu'en 1849 à Montfaucon, au pied des Buttes Chaumont. Un autre se trouvait à la Chapelle, autour d'une voie appelée «chemin de la Flache» (ce qui signifie marécage), qui est devenue par la suite une partie de la rue de l'Évangile ; une nuit de 1775, deux passants y tombèrent et moururent étouffés.

C'est seulement en 1851 que commença à Paris l'installation d'un réseau d'égouts souterrains. Et il fallut attendre une loi de 1894 pour que les maisons soient tenues d'être rattachées au tout-à-l'égout. Cette loi provoqua une levée de boucliers, car elle imposait des dépenses aux propriétaires, d'autant qu'un décret de la même année, signé du préfet Poubelle (encore lui), imposait des normes sévères pour les cabinets. La chambre syndicale des propriétés immobilières de Paris attaqua le décret en justice (où elle perdit). La nouvelle réglementation mettra beaucoup de temps à être appliquée partout. En 1910, on compte 48.450 maisons raccordées au tout-à-l'égout et 36.555 qui ne le sont pas ; c'est le cas d'une bonne partie du 18e. Certains quartiers (comme celui de la Moskowa) ne le seront pas encore à la veille de la seconde guerre mondiale !

N. M.

Suite de la page 13

leurs instruments de travail, ils trient ces déchets, qui leur appartiennent jusqu'à ce que les tombeaux des boueux passent et les enlèvent.

Le rapport de M. de Luynes recense 15.000 «placiers», 20.000 «coureurs» et 6.000 «ramasseurs de nuit». Ces derniers ramassent en moyenne 15 kilos par jour, les «coureurs» 25 kilos, les «placiers» 40. Un ramasseur de nuit peut gagner 0,90 franc par jour, un coureur 1,50, un placier 2,40.

Marchandises vendables : chiffons (qui se divisent en deux catégories : les chiffons de choix, blanc, toile et coton, et le tout-venant, couleurs, vieilles laines, déchets de chanvre, cordes et ficelles, vieille ouate), vieux livres et papiers de toutes natures, vieux métaux, verres cassés et faïences, boîtes de fer-blanc, crins, cheveux, cornes, bouchons de liège, caoutchouc, croûtes de pain, os et graisses, vieux cuirs, semelles, peaux de lapins...

### L'offensive décisive de l'administration

A plusieurs reprises, l'administration a voulu mettre ce marché sous contrôle, en accordant le monopole de la «biffe» à des entreprises adjudicatrices, comme c'est déjà le cas pour les boueux. A chaque fois les chiffonniers ont résisté avec succès.

Mais voici l'offensive décisive. Le 24 novembre 1883 et le 8 mars 1884, au nom de l'hygiène, le préfet de la Seine Eugène Poubelle promulgue deux arrêtés qui laisseront son nom célèbre : les ordures ne pourront plus être sorties avant 5 heures du matin, elles devront être placées dans trois boîtes recouvertes d'un couvercle, une pour les matières putrescibles, une pour les papiers et chiffons, une pour le verre, les faïences et les coquilles d'huîtres. Les propriétaires et les concierges s'insurgent : c'est «une atteinte à la liberté individuelle». Mais ils finissent assez vite par adopter ces boîtes qu'on appellera par dérision des «poubelles».

Chez les biffins en revanche, la révolte contre cette réglementation qui les ruine durera plusieurs



années. Dès le début, la cité Maupy de la rue Marcadet en est le centre.

C'est là qu'en janvier 1884 se tient le premier grand meeting, dont A. Coffignon fait le récit : une table de salle à manger recouverte d'un tapis vert a été placée, pour le bureau de l'assemblée,

devant le hangar d'un maître-chiffonnier. Plusieurs milliers de biffins sont rangés en fer à cheval tout autour, tandis que sur les fenêtres alentour se pressent des grappes humaines. Un «camion» (grosse voiture à cheval pour le transport des marchandises) sert de tribune, où les orateurs se succèdent pour dénoncer le préfet Poubelle.

«J'ai cependant été frappé, note Coffignon, de la modération avec laquelle les chiffonniers exposent leurs griefs.»

D'autres meetings se tiendront, au fil des mois, à Ménilmontant, à Belleville, dans les arrondissements du sud (13e, 15e).

De multiples délégations seront envoyées à la préfecture. Les partis politiques s'intéressent à l'affaire, délèguent des représentants aux meetings ; ceux des cercles ouvriers catholiques se font acclamer rue Marcadet, ceux des révolutionnaires socialistes emportent les applaudissements à Belleville et à Ménilmontant. Les chiffonniers penseront à un moment qu'ils vont gagner, qu'on va en revenir à l'ancien système : au bout de quelques années en effet, les poubelles métalliques, cabossées, percées, sont hors d'usage, et les propriétaires renâclent à les remplacer. Mais Poubelle, inflexible, les y contraint à coups d'amendes.

Les chiffonniers vont devoir transporter ailleurs leur activité, aller fouiller les dépôts d'ordures situés de plus en plus loin (jusqu'à Bondy), disparaître pour la plupart de Paris. Le préfet Poubelle a gagné.

Noël Monier

## Ça s'est passé en novembre

### 1567 Les armées protestantes et catholiques s'affrontent à la Goutte d'Or

La guerre civile entre catholiques et protestants fait rage en France depuis 1562. Aux massacres des uns répondent les massacres des autres. Le 11 novembre 1567, sur le terroir du hameau de la Goutte d'Or, l'armée catholique, avec à sa tête le vieux (74 ans) Anne de Montmorency, connétable de France (c'est-à-dire chef suprême des armées du roi), affronte l'armée protestante dirigée par

Gaspard de Coligny, amiral de France, et Louis de Condé. Enjeu : le contrôle de Paris. Les protestants, battus, doivent se replier sur Saint-Denis, mais durant le combat le connétable de Montmorency a été mortellement blessé. Précisions : l'amiral de Coligny était le neveu du connétable de Montmorency, et le prince de Condé était le cousin du roi.

### 1793 Montmartre prend le nom de Mont-Marat

En octobre 1793, la Révolution s'emballe et la Terreur commence. En novembre, le conseil municipal de la petite commune rurale de Montmartre s'avise que «Montmartre» n'est pas un nom très révolutionnaire et décide de le transformer en «Mont-Marat».

Marat, assassiné en juillet précédent par Charlotte Corday, fait en effet alors l'objet d'un véritable culte comme «martyr» ; or, au début de la Révolution, à un moment où il était poursuivi en

justice à cause de la violence de ses écrits, Marat s'était caché quelque temps dans les souterrains des carrières de la Butte.

Le changement de nom de Montmartre n'empêchera pas son maire, Félix Desportes de Blinval (qui ne se fait plus appeler que Félix Desportes tout court) d'être incarcéré d'avril à août 1794 comme suspect au plus fort de la Terreur.

On reviendra au nom de Montmartre en décembre 1794.

## Une exposition sur le peintre Gen-Paul au Musée de Montmartre

Le peintre Gen-Paul (1895-1975) aurait cent ans cette année. Peintre et dessinateur instinctif, brillant, impétueux, amoureux de l'Espagne où il redécouvrait sans cesse Greco et Goya qu'il admirait, c'était une figure extrêmement connue à Montmartre, où il habitait en haut de l'avenue Junot.

Le Musée de Montmartre lui rend

hommage par une exposition qui s'est ouverte le 3 octobre, jusqu'au 11 février 1996. De très nombreuses toiles, gouaches, aquarelles et dessins, provenant de collections privées ou de musées, ont été rassemblés.

Musée de Montmartre, 12 rue Cortot, tél. 46 06 61 11. Tous les jours sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée 25 F.

## Les grandes silhouettes humaines de Philippe Rousseau

Philippe Rousseau, 34 ans, a déjà une longue carrière de peintre derrière lui (il a exposé entre autres à l'ARC au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris). Il présente jusqu'au 25 novembre à la galerie *Art Vocation Mobile*, 45 rue Lepic, de grandes formes humaines, hommes ou femmes - on ne sait pas toujours, couples, ou femme et enfant, silhouettées par de grands frottements de couleur sur un fond généralement uni. Il s'en dégage une impression de force, due au caractère massif et frontal de ces compositions, et en même temps, paradoxalement, comme un mystère et une tendresse. Cela frappe dès le premier regard, et ne s'oublie pas.

(Du mardi au samedi, 14 h 30 à 19 h 30. Tél. 42 54 09 09.)



## PETITES ANNONCES

### COMMERCES, OFFRES

□ Bouquiniste vend **commerce** sous marché couvert La Chapelle. Loyer 2.000 F/mois TTC. Tél. 46 07 99 98. Ouvert tjl sauf lundi, de 9 h à 13 h et de 16 h à 19 h 30.

### VENTES ET ACHATS DIVERS

□ Vends **blouson** Perfecto Schott taille 54, très bon état, 600 F. Vends **imper** cuir épais, très bon état, 300 F. Tél. Fred, 42 58 80 07 (répondeur).

□ Achète **vélo** adulte, si possible VTT, prix sympa. Noël Bouttier, 42 52 75 48.

### ASSOCIATIONS

□ Centre social recherche bénévoles pour **soutien scolaire**. Contact : Espace Torcy, 2 rue de Torcy, 75018 Paris. Tél. 40 38 67 28.

□ Pour un **festival de poésie** dans le 18e, nous cherchons les traces des poètes qui sont nés, ont habité ou sont passés dans le 18e, ou ont écrit sur notre arrondissement. Parvis Poétiques, 76 rue des Martyrs, 75018 Paris. Fax : 42 54 48 70.

□ En vue d'une exposition de photos sur la vie dans le quartier de la **Mos-**

**kowa**, recherchons photos récentes et anciennes et tous documents sur ce quartier. Ecrire au journal qui transmettra (préciser annonce 12-1) ou tél. au 42 59 34 10.

### MESSAGES PERSONNELS

□ **Vélos**. Amoureux de la bicyclette, anti-pollution, réseau vert, nous sommes nombreux dans le 18e, présents aussi aux manifs à vélo. Nous pourrions nous réunir pour nous connaître. Ecrire au journal qui transmettra (annonce 12-2).

### NOS TARIFS

10 F la ligne de 40 signes. Supplément de 50 F pour une domiciliation au journal. Nous prenons les petites annonces (jusqu'au 18 du mois) sous les rubriques suivantes : Logement, immobilier (offres et demandes). Ventes et achats divers. Troc. Emploi (offres et demandes). Associations. Messages personnels.

**Pour nos abonnés** : gratuit dans les rubriques «demandes de logement» et «demandes d'emploi». 50 % de réduction dans les autres rubriques.

## Les chats de Montmartre s'affichent

Affluence de chats jusqu'au 12 novembre à la la galerie Chabin, tout en haut de Montmartre : les oeuvres que vingt artistes leur ont consacrées peuvent s'y admirer. Peintures, aquarelles, dessins (dessins sérieux ou dessins humoristiques, les chats de Dubout sont là), sculptures, affiches, bijoux... sans oublier les chats des archives de l'Imagerie de Montmartre (collection de gravures sur le quartier).

Galerie Chabin, 4 et 6 rue du Mont-Cenis, tél. 42 64 38 01. Tous les jours sauf lundi, de 13 h à 19 h.

## Demandez le programme

### CINEMAS

- **Studio 28**, 10 rue Tholozé : programmes au 46 06 36 07. Du 17 nov. au 23 déc., les vend., sam., lun., festival Bourvil (23 films + attractions musicales), tél. 42 62 40 93.
- **Pathé Wepler**, 8 salles, 140 bd de Clichy et 8 av. de Clichy : programmes au 36 68 20 22.

### THEATRES

- **L'Alambic**, 12 rue Neuve de la Chardonnière (42 23 44 66) : du 16 nov. au 2 janv. 96, *Poussière de mensonge*, de Charles H. Nischa.
- **L'Atalante**, 10 pl. Charles Dullin (46 06 11 90) : du 15 nov. au 18 déc., 20 h 30 (dim. 17 h), *Vers les cieux*, d'Odön Von Horvath. Du 17 au 25 nov., 18 h (dim. 14 h), *Oncle Vania*, de Tchekov, en langue russe.
- **L'Atelier**, place Ch. Dullin (46 06 49 24) : à partir du 3 nov., *La Parisienne*, d'Henri Becque, avec Nathalie Baye, André Marcon.
- **Dix-Huit Théâtre**, 16 rue Georgette Agutte (42 26 47 47) : du 7 nov. au 10 déc., *Occupe-toi de moi*, de Jean-Claude Cotillard.
- **Espace Acteur**, 14 bis rue Ste Isaura (42 62 35 00) : du 14 nov. au 23 déc., *Vagues ou les îles de la mer du Nord*, d'après Virginia Woolf.
- **Le Funambule**, 53 rue des Saules (42 23 88 83) : jusqu'au 15 nov., Meredith chante les chansons de Piaf.
- **Le Lavoir moderne Procréart**, 35 rue Léon (42 52 44 94) : jusqu'au 24 nov., 21 h, *Frère Luis de Souza*, d'Almeira Garrett. Du 13 nov. au 23 déc., 18 h 30, *Un soir ailleurs*, d'après Marina Tsvetaeva.
- **Montmartre Galabru**, 4 rue de l'Armée d'Orient (42 23 15 85) : du 14 au 26 nov., 21 h 30, Jehan chante «Paroles de Dimey». A partir du 21 nov., 19 h 45 (dim. 15 h), *Qui est le véritable inspecteur Hound ?*, de Tom Stoppard.
- **Théâtre ouvert**, 4 bis cité Véron, 94 bd de Clichy (42 55 74 40) : du 9 nov. au 2 déc., *Drames brefs 1*, de Philippe Minyana.
- **Le Tremplin**, 39 rue des Trois Frères (42 54 91 00) : jusqu'au 30 nov., *Samuel ou la désaffection*, de Laurent Villate.
- **Le Trianon**, 80 bd Rochechouart

(42 52 21 25) : les 7, 8, 9, 11, 16, 17, 18 nov., le Grand Ballet de Mexico.

- **Halle St Pierre**, 2 rue Ronsard (42 58 72 89) : jusqu'au 6 janv., vendr. et sam., *Achat Machine*. Les 16, 23, 30 nov., *Duo d'en face*, J.P. Arnaud et P. Noharet (hautbois et contrebasse) jouent Bach, Mozart, Brod, Guedon. Du 8 au 29 nov., mercredi, *Maintenant les poètes chantent*.

### THEATRE POUR ENFANTS

- **Montmartre Galabru** : *Elodine enchante Merlin* (merc. & sam. 14 h, vend. 10 h, ts ls j. de congés scolaires).
- **Le Tremplin** : *Les aventures d'Ananzé*, d'après les «Contes de Koutou-as-Samala» de Bernard Dadié, mise en scène Kapela Mulumba (lun., mar., merc. 14 h 30).
- **Halle St Pierre** : *Conte-moi l'Afrique* (lun., mar., jeu., vend. 11 h et 15 h).

### MUSIC-HALL, ROCK, etc.

- **La Cigale**, 120 bd Rochechouart (42 23 15 15) : Du 8 nov. au 31 déc., *le Faust argentin*, d'Alfredo Arias.
- **Le Divan du Monde**, 75 rue des Martyrs (44 92 77 66) : *Le 5 nov.*, Black Sugar avec Gérard Wilson (danseur chorégraphe) + concours de danses africaines. *Le 6*, enregistrement de l'émission «Pollen» de J.L. Foulquier. *Le 9*, Polysonies Ile-de-France (chanson française), la Môme Néant, les Minauritaires, Ken' Cargo. *Le 10*, Pibamos avec Jamel Debouze, défilé mode, expos. *Le 11*, Elaine Martin (19 h) et Noites do Brasil (23 h). *Du 13 au 18*, Daniel Steff (chanson française). *Le 18*, Pibamos avec la Compagnie du Chahut. *Les 27 et 28*, «Pollen» de J.L. Foulquier. *Le 29*, Zebda (reggae fusion).
- **Elysée Montmartre**, 72 bd Rochechouart (programmes 44 92 45 49, réserv. 42 31 31 31) : *Le 4 nov.*, bal avec Le Golem. *Le 7*, Guru's Jazzmatazz. *Le 10*, Heroes del Silencio. *Le 12*, Tricky. *Le 17*, Menelik. *Le 22*, Diana King. *Le 29*, Incognito.
- **Les Blues Heures** : Jusqu'au 11 nov., *les Blues Heures* se déplace au Sentier des Halles, 50 rue d'Aboukir (42 36 37 27). Jusqu'au 4, Mc Relou. Jusqu'au 11, Mado et ses 1/2 Thons + Luc Fivet.

# Art brut

## A la Halle Saint-Pierre, une exposition exceptionnelle

La Halle Saint-Pierre présente, du 25 octobre au 30 juin, une exposition d'une importance exceptionnelle : plus de 400 œuvres de cent auteurs différents, tableaux, sculptures, objets, relevant de ce qu'on appelle «l'Art brut». C'est la première fois qu'une exposition de cette dimension, consacrée à ce domaine de l'art, est organisée en France. A ne manquer sous aucun prétexte.

L'art brut : l'expression a été inventée par le peintre Jean Dubuffet, mort il y a dix ans, qui l'a défini ainsi : «des productions de toute espèce – dessins, peintures, broderies, figures modelées, sculptées ou assemblées – présentant un caractère spontané et fortement inventif, aussi peu que possible débitrices de l'art coutumier ou des poncifs culturels, et ayant pour auteurs des personnes obscures, étrangères aux milieux artistiques professionnels.»

Ce qui le passionnait dans les œuvres d'«art brut», c'est qu'elles échappaient aux «mimétismes» qu'entraîne la culture. «Leurs auteurs, écrivait-il, tirent tout (sujets, choix des matériaux mis en œuvre, moyens de transposition, rythmes, façons d'écriture, etc.) de leur propre fond et non pas des poncifs de l'art classique ou de l'art à la mode. Nous y assistons à l'opération artistique toute pure, brute, réinventée par son auteur à partir seulement de ses propres impulsions. De l'art où se manifeste la seule fonction de l'invention, et non celles, constantes dans l'art culturel, du caméléon et du singe.»

### Créé hors de la culture, l'art brut entre dans la culture

C'est donc l'art des fous, des prisonniers, des grands révoltés, mais aussi de tous ces gens du commun, les plus modestes parmi les non-professionnels de l'art, qui se sont mis un jour à réaliser concrètement les rêves et les visions de leur for intérieur. Ce peut être telle ou telle peinture hallucinée, aussi bien que le manège bariolé, si drôle et si vivant, de cet obscur campagnard qu'on appelait «Petit-Pierre», tel décor composé de faïences cassées, telles sculptures de chiffons, de cordes, de plumes, de branches, de galets, où se déploient démons et merveilles.

La collection de Dubuffet est actuellement à Lausanne, au Musée de l'Art brut. Un grand nombre de ses pièces sont présentées à la Halle Saint Pierre, avec d'autres venant de cinq musées répartis à travers la France : la Fabuloserie (Yonne), l'Aracine (Neuilly-sur-Marne), le Petit Musée

du Bizarre (Ardèche), la Création Franche (Bègles), la collection Cérès Franco (Aude).

Mais le paradoxe de l'art brut, c'est que, créé hors de la culture, il est maintenant entré dans la culture : nombre d'artistes «savants» contemporains s'en inspirent. Dubuffet lui-même écrivait dans *l'asphyxiante culture*, comme il disait, dans un style superbement classique, et devait bien se douter qu'en rassemblant sa collection, il préparait de quoi enrichir et renouveler, en même temps que notre plaisir, notre mémoire culturelle.



La Lune, par Podesta.



Charrette, par Joël Negri.



La Dame au chien, par Eckenberger.

## Autour de l'exposition

Un grand nombre d'événements ponctueront les neuf mois que va durer cette exposition : un samedi par mois, un créateur la fera visiter et parlera de son œuvre. Prévus également, un cycle de conférences-débats, un festival du film «Autour de l'art brut», des ateliers pour les enfants, etc...

Plusieurs expositions annexes l'accompagneront : d'octobre à décembre, *Jouets d'Afrique, enfance de l'art* (que nous avons présentée dans notre dernier numéro) ; en janvier et février, rétrospective photo sur les

*Architectures et environnements singuliers* en mars et avril, exposition *Autour de la revue «l'Oeuf sauvage»* ; en mai, *Le liège et la mémoire...*

Se renseigner à la Halle Saint-Pierre, 2 rue Ronsard, 75018 Paris. Tél. 42 58 72 89. Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h.

Les trois œuvres présentées ici proviennent du musée de la Fabuloserie (Dicy, Yonne) et figurent parmi les objets exposés à la Halle Saint-Pierre jusqu'au 30 juin.